



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, VENDREDI 23 MAI 1902.

AVIS DU GOUVERNEMENT

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

1739

Nomination

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 20 mai 1902.

Présent : le LIEUTENANT GOUVERNEUR en Conseil.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR de nommer l'honorable Adélard Turgeon, secrétaire de la province, ministre intérimaire de l'agriculture.

GUSTAVE GRENIER,
Greffier du Conseil Exécutif.

2055

Proclamation

Canada
Province de
Québec }

L. A. JETTÉ.

[L. S.]

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, FRIDAY, 23rd MAY, 1902.

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

1740

Appointment

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Quebec, 20th May, 1902.

Present : The LIEUTENANT GOVERNOR in Council.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to appoint the Honorable Adélard Turgeon, Provincial Secretary, Interim Minister of Agriculture.

GUSTAVE GRENIER,
Clerk Executive Council

2056

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec, }

L. A. JETTÉ.

[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

À Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le DEUXIEME jour de MAI dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent deux, et à chacun de vous—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le DEUXIEME jour du mois de MAI, mil neuf cent deux, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et la plus grande commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, le ONZIEME jour du mois de JUIN prochain, et y agir comme de droit. CE À QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS A. JETTE, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

À Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province, ce DIX - HUITIEME jour d'AVRIL, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent deux, et dans la deuxième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

1631

Avis du Gouvernement

No 658.01.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS

Délimitation de municipalités scolaires.

Demande est faite de détacher de la municipalité de Saint-Prosper, comté de Dorchester, les lots suivants, savoir : Dans le IVe rang du canton de Watford, les lots Nos 30 jusqu'à 45 inclusivement, partie nord-est de la rivière Veilleux, les lots 24 jusqu'à 29 inclusivement ; dans le Ve rang du dit canton, les lots 14, 15 et 16, et les parties nord-est de la rivière, les lots 12 et 13 ; dans le VIe rang du dit canton, les lots 17, 18, 19 et 20, et les parties nord-est de la rivière, les lots 14, 15 et 16 ; dans le VIIe rang, les parties nord-est des lots 18 jusqu'à 24 inclusivement, et les lots Nos 25 à 30 inclusivement, et annexer tous ces lots et parties de lots à la municipalité de "Sainte-Rose de Watford", dans le même comté, pour les fins scolaires.

Cette annexion, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1902.

1893-2

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councilors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the SECOND day of the month of MAY, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and two, you and each of you—GREETING.

PROCLAMATION.

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the SECOND day of the month of MAY, one thousand nine hundred and two, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear ;

NOW KNOW YE, that for divers causes and considerations, and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on ELEVENTH day of the month of JUNE next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREBY FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved, the Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province, this EIGHTEENTH day of APRIL, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and two, and in the second year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Crown in Chancery,
Québec.

1632

Government Notices

No. 658.01.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE.

Boundaries of school municipalities.

Application is made to detach from the municipality of Saint Prosper, county of Dorchester, the following lots, to wit : In the IVth range of the township Watford, lots Nos. 30 to 45 included ; north east part of the river Veilleux, lots 24 to 29 included ; in the Vth range of the said township, lots 14, 15 and 16, and the north east parts of the river, lots 12 and 13 ; in the VIth range of the said township lots 17, 18, 19 and 20, and the parts north east of the river lots 14, 15 and 16 ; in the VII range, the north east part of lots 18 to 24 included, and lots Nos. 25 to 30 included, and to annex all these lots and parts of lots to the municipality of Sainte Rose de Watford, in the same county, for school purposes.

This annexation, if it is authorized, will take effect only on the 1st of July next, 1902.

1894

No 540.02.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS.

Demande d'érection d'une nouvelle municipalité scolaire

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Lac des Commissaires," le territoire suivant, savoir : borné au nord par la paroisse de Saint-Thomas d'Aquin, Lac Bouchette, partie dans le canton Dablon et Dequen ; au sud, par le territoire qui s'étend entre le lac Long sur la ligne du chemin de fer du lac Saint-Jean et Kiskissink ; à l'est, par la ligne du chemin de fer susdit, et à l'ouest par la partie la plus reculée du canton Crespeuil, c'est-à-dire à quatre milles à l'ouest du Lac des Commissaires, comté du Lac Saint-Jean.

Cette érection, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1902.

1891-2

No 312.97.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS.

Délimitation de municipalités scolaires.

Demande est faite de détacher de la municipalité de Saint-Valentin, comté de Saint-Jean, les lots suivants du cadastre de la paroisse de Saint-Valentin, savoir : Nos 211, 212, 213, 214, 215 et 201, et de les annexer, pour les fins scolaires, à la municipalité de Saint-Blaise, dans le même comté.

Cette annexion, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1902.

1925-2

No 291.01.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS.

Délimitation de municipalités scolaires.

Demande est faite de détacher de la municipalité de Saint-Aubert, comté de l'Islet, les lots suivants, savoir : les Nos 94 jusqu'au No 111 inclusivement, du 1er rang du canton Fournier, paroisse de Saint-Aubert ; les Nos 127 jusqu'au No 138 inclusivement, du IIe rang, et enfin les Nos 11 jusqu'au No 22 inclusivement, du IIIe rang, et de les annexer, pour les fins scolaires, à la municipalité d'Ashford, dans le même comté.

Cette annexion, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1902.

1923-2

No 881.02.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS.

Erection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Turgeon," le territoire suivant, savoir : les rangs A, B et C du canton Turgeon, comté d'Ottawa, ainsi que les lots Nos 1 jusqu'à 20 inclusivement, du premier rang du dit canton Turgeon ; de plus les lots 62 jusqu'à 68 inclusivement, du premier rang du canton Loranger, dans le même comté. Ce territoire ne faisant partie d'aucune municipalité scolaire.

Cette érection, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1902.

1965-2

No. 540.02.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE.

Application of a new school municipality.

Application is made to erect into a distinct school municipality, by the name of "Commissioners' Lake", the following territory, to wit : bounded on the north by the parish of Saint-Thomas d'Aquin, Lake Bouchette, partly in the township of Dablon and Dequen ; on the south by the territory which stretches between Lake Long on the Lake Saint John railway line and Kiskissink ; on the east by the railway line aforesaid, and on the west by the most remote part of the township Crespeuil, namely, at four miles to the west of Commissioners' Lake, county of Lake Saint John.

This erection, if it is authorized, will take effect only on the 1st of July next, 1902.

1892

No. 312.97.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE.

Boundary of school municipalities.

Application is made to detach from the municipality of Saint Valentin, county of Saint John's, the following cadastral lots of the parish of Saint Valentin, namely : Nos. 211, 212, 213, 214, 215 and 201, and to annex them, for school purposes, to the school municipality of Saint Blaise, in the same county.

This annexation, if it is authorized, will take effect only on the 1st of July next, 1902.

1926

No. 291.01.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE.

Boundaries of school municipalities.

Application is made to detach from the municipality of Saint Aubert, county of L'Islet, the following lots, to wit : Nos. 94 to No. 111 included, of the 1st range of the township of Fournier, parish of Saint Aubert ; Nos. 127 to No. 138 included, of the IIrd range, and lastly Nos. 11 to No. 22 included, of the IIIrd range, and to annex them, for school purposes, to the municipality of Ashford, in the same county.

This annexation, if it is authorized, will come into effect only on the 1st of July next, (1902).

1924

No. 881.02.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE.

Erection of a new school municipality.

Application is made to erect into a distinct school municipality, by the name of "Turgeon", the following territory, to wit : the ranges A, B and C of the township Turgeon, county of Ottawa, as also the lots Nos. 1 to 20 inclusively, of the first range of the said township Turgeon ; also the lots 62 to 68 inclusively, of the first range of the township Loranger, in the same county. This territory not forming part of any school municipality.

This erection, if it is authorized, to take effect only on the 1st of July next, 1902.

1966

No 488.02.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS

Demande d'érection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Saint-Jules," la paroisse de ce nom, dans le comté de Bonaventure, avec les mêmes limites qui lui sont assignées par la proclamation du trois de juin dernier, 1901.

Cette érection, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1902.

1921-2

No 1956.01.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

AVIS

Demande d'érection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Shawanigan Falls," comté de Saint-Maurice, le territoire suivant, savoir : Partant d'un point sur la rive nord de la rivière Saint-Maurice, sur la ligne divisant le canton de Shawinigan de la seigneurie du Cap de la Madeleine et la ligne de division entre les lots Nos 628 et 624, 625, 626 et 627 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Flore ; de là, dans la direction du sud-ouest, en suivant les sinuosités de la rivière Saint-Maurice, descendant jusqu'à un point situé sur la rive sud de la rivière Shawinigan, à l'endroit où la dite rivière se jette dans le Saint-Maurice ; de là continuant dans la direction du nord-est et suivant les sinuosités de la rivière Shawinigan en remontant jusqu'à son intersection avec la ligne de subdivision entre le canton de Shawinigan et la seigneurie du Cap de la Madeleine, et de là suivant la dite ligne de subdivision, jusqu'au point de départ ; avec en outre une île située dans la rivière Saint-Maurice portant le No 629 des plan et livre de renvoi de la susdite paroisse de Sainte-Flore, et aussi trois autres îles situées dans la même rivière et portant les numéros 1050, 1051 et 1052, des plans et livres de renvoi officiels de la paroisse de Notre-Dame du Mont-Carmel, dans le comté de Champlain.

Cette érection, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1902.

1967-2

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Québec, 22 avril 1902.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Zéphirin Napoléon Raymond, écuyer, notaire public, demeurant et pratiquant à Saint-Placide, comté des Deux Montagnes, dans le district de Terrebonne, par laquelle il demande la transmission en sa faveur des minutes, répertoire et index de feu Amable Bernard, en son vivant, notaire public, de la paroisse de Saint-Placide, comté des Deux Montagnes, district de Terrebonne, en vertu des dispositions du code du notariat.

ADELARD TURGEON,

Secrétaire de la province.

1645-5

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Québec, 12 mai 1902.

Avis est par le présent donné qu'une demande a été présentée au lieutenant-gouverneur en conseil, par la municipalité du canton de Maddington, comté d'Arthabaska, pour obtenir l'autorisation de ne publier qu'en français seulement tous avis, règle-

No. 488.02.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE

Application to erect a new school municipality.

Application is made to erect into a distinct school municipality, by the name of Saint-Jules, the parish of that name, in the county of Bonaventure, with the same limits as are assigned to it by the proclamation of the third of June last, 1901.

This erection, if it is authorized, will take effect only on the 1st of July next, 1902.

1922

No. 1956.01.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE.

Application to erect a new school municipality.

Application is made to erect into a distinct school municipality, by the name of "Shawanigan Falls," county of Saint Maurice, the following territory, to wit: Starting from a point on the north bank of the river Saint Maurice, on the line dividing the township of Shawinigan from the seigniorie of Cap de la Madeleine, and the dividing line between lots Nos. 628 and 624, 625, 626 and 627 on the official plan and book of reference of the parish of Sainte Flore ; thence, in a south west direction, following the windings of the river Saint Maurice, going down to a point situate on the south bank of the river Shawinigan, at the place where the said river empties into the Saint Maurice ; from thence, continuing in a north east direction and following the windings of the river Shawinigan going up to its intersection with the subdivision line between the township of Shawinigan and the seigniorie of Cap de la Madeleine, and from thence, following the said subdivision line, to the starting point ; with, moreover, an island situate in the river Saint Maurice, bearing the number 629 of the official plan and book of reference of the said parish of Sainte Flore, and also three other islands situate in the same river and bearing the numbers 1050, 1051 and 1052, of the official plan and book of reference of the parish of Notre Dame du Mont Carmel, county of Champlain.

This erection, if it is authorized, will take effect only on the 1st of July next, 1902.

1968

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

Québec, 22nd April, 1902.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec, by Zéphirin Napoléon Raymond, esquire, notary public, and practicing at Saint Placide, county of Terrebonne, district of Terrebonne, by which he asks for the transfert in his favor of the minutes, repertory and index of the late Amable Bernard, in his lifetime notary public, of the parish of Saint Placide, county of Two Mountains, district of Terrebonne, in virtue of the provisions of the notarial Code.

ADELARD TURGEON,

Provincial secretary.

1646

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

Québec, 12th May, 1902.

Notice is hereby given that an application has been presented to the Lieutenant Governor in Council, by the municipality of the township of Maddington, county of Arthabaska, to obtain the authorization to publish in the french language

ments ou résolutions faits et passés par le conseil de la dite municipalité.

Toutes représentations à ce contraire doivent être produites dans le délai de deux mois qui suivra la deuxième et dernière publication du dit avis.

ADELARD TURGEON,
Secrétaire de la province.

1895-2

Avis public est par le présent donné qu'en vertu de "la loi corporative des compagnies à fonds social," des lettres patentes supplémentaires ont été émises, ce jour, sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du quatorzième jour de mai courant, par lesquelles le fonds social de "The Malted Cereals Company" est augmenté jusqu'à cinquante mille piastres (\$50,000.00).

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce seizième jour de mai 1902.

ADELARD TURGEON,
Secrétaire de la province.

1973



PROVINCE DE QUÉBEC.

DÉPARTEMENT DES TERRES, MINES ET
PÊCHERIES.

SECTION DES BOIS ET FORÊTS.

Québec, 19 avril 1902.

Avis est par le présent donné que, conformément aux sections 1334, 1335 et 1336 des statuts refondus de la province de Québec, les limites à bois ci-après désignées, suivant l'étendue donnée, plus ou moins, et dans l'état où elles sont actuellement, seront offertes en vente à l'enchère, au bureau du Ministre des Terres, Mines et Pêcheries, en cette ville, le MARDI, TROISIÈME jour de JUIN 1902, à ONZE heures de l'avant-midi.

OTTAWA SUPERIEUR.

Superficie
Milles carrés.

Rivière du Lièvre, branche N. O. 3..... 50
Rivière du Lièvre, branche N. O. 4..... 50

OTTAWA INFÉRIEUR.

Harrington, Est Rivière Rouge..... 6 1/5
Harrington, Ouest Rivière Rouge..... 2 1/2

SAINT-MAURICE.

Manouan 1 Nord..... 50
Manouan 2 Nord..... 24
Manouan 3 Nord..... 35
Manouan 1 Sud..... 50
Manouan 2 Sud..... 50
Manouan 3 Sud..... 45
Manouan 8 Sud..... 30
Manouan 9 Sud..... 21
Arrière Manouan 3 Nord..... 30
Arrière Manouan A. Nord..... 40
Arrière Manouan B. Nord..... 49
Arrière Manouan C. Nord..... 50
Arrière Manouan D. Nord..... 50
Ile Bostonnais..... 10
Bostonnais 3 Nord..... 40
Haut Saint-Maurice Nos 1 à 40, chacune.... 50

SAINT-CHARLES.

Rivière à Mars 3..... 20
Rivière du Moulin 4..... 12
Rivière Jacques-Cartier Branche N. O. 2.... 37
Rivière Jacques-Cartier 2 Ouest..... 42
" " " 2 Est..... 38

only all notices, by-laws or resolutions adopted and passed by the council of the said municipality.

All representations to the contrary must be filed within the delay of two months following the second and last publication of the said notice.

ADELARD TURGEON,
Provincial Secretary.

1896

Public notice is hereby given that under "The Joint Stock Companies Incorporation Act", supplementary letters patent have been issued, this day, under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the fifteenth of May instant, by which the capital stock of "The Malted Cereals Company" is increased to fifty thousand dollars (\$50,000.00).

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this sixteenth day of May, 1902.

ADELARD TURGEON,
Provincial Secretary.

1974



PROVINCE OF QUEBEC

DEPARTMENT OF LANDS, MINES AND
FISHERIES.

WOODS AND FORESTS.

Québec, 19th April, 1902.

Notice is hereby given that, conformably to sections 1334, 1335 and 1336 of the consolidated statutes of the province of Quebec, the timber limits hereinafter mentioned, at their estimated area, more or less, and in their present state, will be offered for sale, at public auction, in the Department of Lands, Mines and Fisheries, in this city, on TUESDAY, the THIRD day of JUNE 1902, at ELEVEN o'clock A. M.

UPPER OTTAWA.

Area
Square Miles.

River du Lièvre, N. W. Branch 3..... 50
River du Lièvre, N. W. Branch 4..... 50

LOWER OTTAWA.

Harrington East River Rouge..... 6 1/5
Harrington West River Rouge..... 2 1/2

SAINT MAURICE.

Manouan 1 North..... 50
Manouan 2 North..... 24
Manouan 3 North..... 35
Manouan 1 South..... 50
Manouan 2 South..... 50
Manouan 3 South..... 45
Manouan 8 South..... 30
Manouan 9 South..... 21
Rear Manouan 3 North..... 30
Rear Manouan A. North..... 40
Rear Manouan B. North..... 49
Rear Manouan C. North..... 50
Rear Manouan D. North..... 50
Bostonnais Island..... 10
Bostonnais 3 North..... 40
Upper Saint Maurice Nos. 1 to 40, each.... 50

SAINT CHARLES.

River à Mars 3..... 20
River du Moulin 4..... 12
River Jacques-Cartier N. W. Branch 2..... 37
River Jacques-Cartier 2 West..... 42
" " " 2 East..... 38

	Superficie Milles carrés.
Rivière Jacques-Cartier 3.....	30
“ “ “ Branche N. E., 1 Ouest.....	42
“ “ “ Branche N. E., 1 Est	31
“ “ “ Branche N. E., 2 Est	50

LAC SAINT-JEAN CENTRE.

Canton Dequen, rang 4	1
Canton Métabetchouan, 1.....	1½
Rivière Ouïatchouan, 141.....	19½
Rivière Ouïatchouan, 142.....	25

LAC SAINT-JEAN OUEST.

Canton Charlevoix 2	1½
---------------------------	----

LAC SAINT-JEAN NORD-OUEST.

Rang 1, Nord du Lac Saint-Jean, 2	31
“ “ “ “ 3	29
Rang 2, Nord du Lac Saint-Jean, 3	18
“ “ “ “ 4	25
Rang 3, Nord du Lac Saint-Jean, 4.....	28
Rivière Mistassini, 4	13½
Petite Rivière Péribonka	29
Rivière au Saumon, 1	46
“ “ 2.....	49
“ “ 3.....	41½

SAGUENAY.

Rivière à la Chasse et aux Anglais.....	34
“ Saint-Laurent, Ouest	30
“ Mistassini et Sheldrake, 1.....	32½
“ Saint-Nicolas, Ouest.....	25½
“ Saint-Nicolas 2 Est.....	7½
“ Saint-Jean 7	12
“ Saint-Jean 8	12
Rivière Saint-Jean Branche Est 1	22
“ Saint Jean Branche Est 2	18
“ Saint-Jean Branche Est 3	30
Rivière au Saumon 1.....	34
Rivière Manicouagan 3.....	24
Rivière Manicouagan 4.....	27
Rivière Manicouagan 6	58
Rivière Manicouagan, Nos 7 à 28, chacune..	50
Partie de Saguenay Est A.....	7
Saguenay Ouest 1 A.....	10
Partie de Saguenay 3 et 4 Ouest.....	49
Canton Albert 88.....	20½
Rivière Magpie 3.....	32
“ “ 4.....	32
“ “ 5.....	32
“ “ 6.....	32
“ “ 7.....	32
“ “ 8.....	32
Escoumains 5 Est.....	34
Sault au Mouton 3.....	36
Rivière Malbaie 8 A.....	40
“ “ 9 A.....	53
“ “ 10.....	60
“ “ 11.....	57
“ “ 12.....	54
Rivière Malbaie 13.....	49
“ “ 14.....	26
“ “ 15.....	45
“ “ 16.....	32
Rivière canton Callières.....	18
Canton Callières.....	15
Sault au Cochon 1 Est.....	30
Rivière Portneuf Branche Nord Est.....	50
Rivière Marguerite 1 Ouest.....	25
“ “ 2	20
“ “ 3	20
“ “ 4	20
“ “ 5	15
“ “ 1 Est	25
“ “ 2	20
“ “ 3	20
“ “ 4	20
“ “ 5	15

	Area Square Miles.
River Jacques Cartier 3.....	30
“ “ “ N. E. Branch, 1 West.	42
“ “ “ N. E. Branch, 1 East..	31
“ “ “ N. E. Branch, 2 East..	50

LAKE SAINT JOHN CENTRE.

Township Dequen, range 4.....	1
Township Metabetchouan, 1.....	1½
River Ouïatchouan, 141.....	19½
River Ouïatchouan, 142.....	25

LAKE SAINT JOHN WEST.

Township Charlevoix, 2.....	1½
-----------------------------	----

LAKE SAINT JOHN NORTH WEST

Range 1, North of Lake Saint John, 2.....	31
“ “ “ “ 3.....	29
Range 2, North of Lake Saint John, 3.....	18
“ “ “ “ 4.....	25
Range 3, North of Lake Saint John, 4.....	28
River Mistassini 4.....	13½
Little River Péribonka.....	29
River au Saumon, 1.....	46
“ “ 2.....	49
“ “ 3.....	41½

SAGUENAY.

River à la Chasse et aux Anglais.....	34
“ Saint Lawrence, West.....	30
“ Mistassini & Sheldrake, 1.....	32½
“ Saint Nicolas West.....	25½
“ Saint Nicholas 2 East.....	7½
“ Saint John 7.....	12
“ Saint John 8.....	12
River Saint John East Branch 1.....	22
“ Saint John East Branch 2.....	18
“ Saint John East Branche 3.....	30
River au Saumon 1.....	34
River Manicouagan 3.....	24
River Manicouagan 4.....	27
River Manicouagan 6.....	58
River Manicouagan, Nos 7 to 28, each.....	50
Part of Saguenay East A.....	7
Saguenay West 1 A.....	10
Part of Saguenay 3 and 4 West.....	49
Township Albert 88.....	20½
River Magpie 3.....	82
“ “ 4.....	32
“ “ 5.....	32
“ “ 6.....	32
“ “ 7.....	32
“ “ 8.....	32
Escoumains 5 East.....	34
Sault au Mouton 3.....	36
River Malbaie 8 A.....	40
“ “ 9 A.....	53
“ “ 10.....	60
“ “ 11.....	57
“ “ 12.....	54
“ “ 13.....	49
“ “ 14.....	26
“ “ 15.....	45
“ “ 16.....	32
Rear township Callières.....	18
Township Callières.....	15
Sault au Cochon 1 East.....	30
River Portneuf North East Branch.....	50
River Marguerite 1 West.....	25
“ “ 2	20
“ “ 3	20
“ “ 4	20
“ “ 5	15
“ “ 1 East.....	25
“ “ 2	20
“ “ 3	20
“ “ 4	20
“ “ 5	15

VALLEE DE METAPEDIA.

	Superficie Milles carrés.
Canton Matalik 1.....	18
Canton Matalik 2.....	18½

RIMOUSKI OUEST.

Canton Neigette 2.....	3
Arrière Mistigouèche.....	35
Canton Macpès 5.....	3½
Canton Fleuriault.....	1

RIMOUSKI EST.

Canton Matane 4.....	2
----------------------	---

BONAVENTURE OUEST.

Rivière Escuminac Nord 3.....	12
Rivière Nouvelle 1.....	50
Rivière Nouvelle 4.....	16
Grande Cascapédia 1.....	14½
" " 2.....	21
" " 3.....	31
" " 4.....	18
" " 7.....	18
Miners Brook.....	25
Turner's Brook.....	32
Joshua Brook.....	27
Petite Cascapédia 1.....	15
Petite Cascapédia 2.....	28
Clark's Brook 2.....	4
Flatlands Brook 2.....	2
Canton Ristigouche.....	2
Rivière André Branche Ouest 2.....	3½
Rivière Assemetquagan.....	10
Stuart Brook 1.....	3½
Stuart Brook 2.....	10½
Rivière Skimenac Branche Ouest.....	3½
Rivière Skimenac Branche Sud.....	9½
Canton Angers 2.....	8
Mann Brook Est.....	7
Canton Carleton 5.....	3½
Canton Carleton 3.....	4
Rivière André Branche Ouest Canton Risti- gouche.....	4

GASPE OUEST.

Rivière Cap-Chat 1.....	47½
Rivière Cap-Chat 2.....	45
Rivière Madeleine 2 Nord.....	50
" " 3 Nord.....	29
" " 4 Nord.....	58
" " 5 Nord.....	31
" " 6 Nord.....	40
" " 1 Sud.....	50
" " 2 Sud.....	50
" " 3 Sud.....	54
Rivière à Pierre et Claude.....	32
Canton Denoue.....	19
Canton Taschereau.....	48

GASPE CENTRE.

Baie de Gaspé Sud 3.....	10
Baie de Gaspé Nord 1.....	14
Canton Fox 4.....	7½
Canton Sydenham Nord.....	10

GASPE EST

Grande Rivières.....	24
----------------------	----

CONDITIONS DE LA VENTE.

Aucune limite ne sera adjugée à un prix moindre que le minimum fixé par le département.

Les limites seront adjugées au plus haut enchérisseur, sur le paiement du prix d'achat, en espèces ou par chèque accepté par une banque incorporée.

MATAPEDIA VALLEY

	Area Square Miles.
Township Matalik 1.....	18
Township Matalik 2.....	18½

RIMOUSKI WEST

Township Neigette 2.....	3
Rear Mistigouèche.....	35
Township Macpès 5.....	3½
Township Fleuriault.....	1

RIMOUSKI EAST

Township Matane 4.....	2
------------------------	---

BONAVENTURE WEST

River Escuminac North 3.....	12
River Nouvelle 1.....	50
River Nouvelle 4.....	16
Grand Cascapédia 1.....	14½
" " 2.....	21
" " 3.....	31
" " 4.....	18
" " 7.....	18
Miners Brook.....	25
Turner's Brook.....	32
Joshua Brook.....	27
Little Cascapédia 1.....	15
Little Cascapédia 2.....	28
Clark's Brook 2.....	4
Flatlands Brook 2.....	2
Township Ristigouche.....	2
River André, West Branch 2.....	3½
River Assemetquagan.....	10
Stuart Brook 1.....	3½
Stuart Brook 2.....	10½
River Skimenac West Branch.....	3½
River Skimenac South Branch.....	9½
Township Angers 2.....	8
Mann Brook East.....	7
Township Carleton 5.....	3½
Township Carleton 3.....	4
River André, West Branch, township Risti- gouche.....	4

GASPE WEST.

River Cap-Chat 1.....	47½
River Cap-Chat 2.....	45
River Magdalen 2 North.....	50
" " 3 North.....	29
" " 4 North.....	58
" " 5 North.....	31
" " 6 North.....	40
" " 1 South.....	50
" " 2 South.....	50
" " 3 South.....	54
River à Pierre and Claude.....	32
Township Denoue.....	19
Township Taschereau.....	48

GASPE CENTRE.

Gaspé Bay South 3.....	10
Gaspé Bay North 1.....	14½
Township Fox 4.....	7
Township Sydenham North.....	10

GASPE EAST.

Grand River.....	24
------------------	----

CONDITIONS OF SALE.

No limit will be adjudged at less than the minimum price fixed by the department.

The limits will be adjudged to the highest bidder on payment of the purchase price, in cash or by cheque accepted by a duly incorporated bank.

A défaut de paiement, elles seront immédiatement remises à l'enchère.

La rente foncière annuelle de trois piastres par mille, ainsi que la taxe de feu, est aussi payable immédiatement.

Les limites, une fois adjugées, seront sujettes aux dispositions des règlements concernant les bois de la Couronne, maintenant en force ou qui pourront le devenir plus tard.

Des plans, indiquant les limites ci-dessus désignées, sont déposés au département des Terres, Mines et Pêcheries, en cette ville, et au bureau des agents des terres et des bois pour les diverses agences où sont situées ces limites, et seront visibles jusqu'au jour de la vente.

N. B.—Nul compte pour publication de cet avis ne sera reconnu si telle publication n'a pas été expressément autorisée par le département.

S. N. PARENT,
Ministre des Terres,
Mines et Pêcheries.

1545

Failing payment, they will be immediately re-offered for sale.

The annual ground rent of three dollars per mile with fire tax, is also payable immediately.

Those timber limits, when adjudged, will be subject to the provisions of all timber regulations now in force or which may be enacted hereafter.

Plans of limits offered for sale are opened for inspection in the Department of Lands, Mines and Fisheries, in this city, and at the office of the Crown lands and timber agents in the different agencies in which said limits are situated, up to the day of sale.

N. B.—No account for publication of this notice will be recognized, if such publication has not been expressly authorized by the department.

S. N. PARENT,
Minister of Lands,
Mines and Fisheries.

1546

EXTRAITS DES RÈGLES ET RÈGLEMENTS DU CONSEIL LÉGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bills Privés.

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social ; l'incorporation d'une cité, ville, village ou autres municipalités, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun cantons, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession ; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société ; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte intérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage les personnes se proposant de faire cette pétition, devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.

Relating to notices for Private Bills.

53.—All application for private bills, proper within the range of the powers of the Legislature of the Province of Québec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam of slide, or other like works the granting of a right of ferry ; the construction of works for supplying gas or water the incorporation of an particular profession or trade, or of any joint stock company the incorporation of a city, town, village, or other municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township ; the removal of the site of any county town, or of local offices ; the regulation of any common ; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community, or for making any amendment of a like nature to any former act, — shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows viz :—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper ; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cent piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui ne demandent la passation de leur projet au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des clercs en loi constatant que le projet de loi a été lu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

G. C. L.

1737

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés.

51. Toute demande de bill privé dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder à un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire

10.—The expenses and costs attending private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the English and French languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the House, and two hundred and fifty copies thereof in French, and one hundred in English, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in French, and one hundred copies in the English language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be submitted to the committees on standing orders and private bills till after the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in English and five hundred copies in French, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE,

G. C. L.

1738

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills.

51. All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Québec, within the purview of "The British North America Act, 1867," whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local Offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular Class of the community; or for making

quoique ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être publié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres Permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elles réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

2. Les bills pour constitution de villes ou de compagnies à fonds social ou de compagnie de chemins de fer ne doivent contenir, en sus des clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogatoires à l'Acte des clauses générales des corporations de villes ou à l'Acte des clauses générales des compagnies à fonds social, ou à l'Acte général des chemins de fer de Québec, suivant la circonstance; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements. (B. 615, 639, 657.)

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, le notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production

any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next proceeding Session and the consideration of the petition; and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

2. Bills for the incorporation of Towns or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from "The Town Corporations General Clauses Act", or from "The Joint Stock Companies General Clauses Act", or from "The Quebec Consolidated Railway Act, 1880", as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from, and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such new provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the forma

d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente."

Une copie certifiée de la résolution du bureau, ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

"5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre et indiquant en quoi il déroge aux lois générales."

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinq cents exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais; de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

L. G. DESJARDINS,

1409

Greffier de l'Assemblée Législative.

Demande à la Législature

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'incorporer l'institution de charité et de bienfaisance ci-devant connue comme Murray Bay Convalescent Home, pour obtenir le pouvoir de changer son nom, vendre ou hypothéquer ses biens meubles et immeubles et changer son site et son domicile, et pour autres fins semblables.

MORRIS, HOLT & GAUDET,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 13 mai 1902.

1911.2

résolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time the copy of the bill, in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

"5a. All copies of Private Bills deposited in the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expense.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, or corporate advantage, or for any amendment of any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the Session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, and also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House, and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars, and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

L. G. DESJARDINS,

1410

Clerk of the Legislative Assembly.

Application to the Legislature

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of Quebec, at its next session, for an act to incorporate the charitable and benevolent institution heretofore known as the Murray Bay Convalescent Home, to obtain power to change its name, to sell or hypothecate its movable and immovable property and to change its site and location, and other similar purposes.

MORRIS, HOLT & GAUDET,

Sollicitors for applicants.

Montreal, 13th May, 1902.

1912

Avis Divers

Province de Québec, }
District of Montmagny. } *Cour Supérieure.*
No 401.
Dame Marie Hélène Alma Caron, épouse de Joseph Bernier, charbon, domicilié en la paroisse de Bon Secours de l'Islet, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.
Le dit Joseph Bernier, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 23e jour d'avril courant.

J. L. O. VIDAL,
Procureur de la demanderesse.
Montmagny, 23 avril 1902. 1989

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 566.

Dame Marie Louise Rose de Lima Ménard a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son époux, Arthur Surprenant, épicière, de la cité de Montréal.

J. HONORE JOANETTE,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 19 mai 1902. 1999

Province de Québec, }
District de Kamouraska. } *Cour Supérieure.*
No 2962.

Dame Céline Michaud, de l'endroit appelé Saint-Mathias de Cabano, épouse de John Albert Ellis, du même endroit, marchand de bois, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.
Le dit John Albert Ellis, du dit endroit de Saint-Mathias de Cabano, commerçant de bois, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 15ième jour de mai 1902.

CARROLL & CIMON,
Procureurs de la demanderesse.
Fraserville, 15 mai 1902. 1969-2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1236.

Dame Pétronille Cordélia Viau a, ce jour, institué une action en séparation de biens à son époux, François Xavier Labelle, agent, de la cité de Montréal.

LEBLANC & BROSSARD,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 9 mai 1902. 1955-2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1983.

Dame Aglaé Robert a, ce jour, institué une action en séparation de biens à son époux, Placide Robillard, entrepreneur, du village de Beaurivage.

LEBLANC & BROSSARD,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 10 mai 1902. 1957-2

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
No. 43.

Dame Marie Alma Gobeille, de la paroisse de Saint Pie, dit district, épouse de Louis Morris alias Maurice, cultivateur, autrefois de la paroisse de Saint-Césaire, dit district, et maintenant des états-unis d'Amérique, dûment autorisée à ester en justice, pour poursuivre son dit époux en séparation de biens, ce qu'elle a fait ce jour.

BEAUPARLANT & MARIN,
Avocats de la demanderesse.
Saint-Hyacinthe, 30 avril 1902. 1781-4

Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }
District of Montmagny. } *Superior Court.*
No. 401.

Dame Marie Hélène Alma Caron, wife of Joseph Bernier, wheelwright, domiciled in the parish of Bon Secours de l'Islet, duly authorized to appear in judicial proceedings, Plaintiff ;

vs.
The said Joseph Bernier, Defendant.
An action for separation of property has been instituted in this cause, on the 23rd of April instant.

J. L. O. VIDAL,
Attorney for plaintiff.
Montmagny, 23rd April, 1902. 1990

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 566.

Dame Marie Louise Rose de Lima Ménard has, this day, instituted an action in separation as to property against her husband, Arthur Surprenant, of the city of Montreal, grocer.

J. HONORE JOANETTE,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 19th May, 1902. 2000

Province of Quebec }
District of Kamouraska. } *Superior Court.*
No. 2962.

Dame Céline Michaud, of the place called Saint Mathias de Cabano, wife of John Albert Ellis, of the same place, lumberman, duly authorized to appear in judicial proceedings, Plaintiff ;

vs.
The said John Albert Ellis, of the said place of Saint Mathias de Cabano, lumberman, Defendant.

An action for separation of property has been instituted in this case, on the fifteenth day of May, 1902.

CARROLL & CIMON,
Attorneys for plaintiff.
Fraserville, 15th May, 1902. 1970

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1236.

Dame Pétronille Cordélia Viau, has, this day, instituted an action for separation of property from her husband, François Xavier Labelle, agent, of the city of Montreal.

LEBLANC & BROSSARD,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 9th May, 1902. 1956

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1983.

Dame Aglaé Robert has, this day, instituted a suit for separation of property from her husband, Placide Robillard, contractor, of the village of Beaurivage.

LEBLANC & BROSSARD,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 10th May, 1902. 1958

Province of Quebec, }
District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*
No. 43.

Dame Marie Alma Gobeille, of the parish of Saint-Pie, said district, wife of Louis Morris alias Maurice, farmer formerly of the parish of Saint Césaire, said district, and now of the united states of America, duly authorized to appear in judicial proceedings, to sue her husband for separation of property, which she does this day.

BEAUPARLANT & MARIN,
Attorneys for plaintiff.
Saint Hyacinthe, 30th April, 1902. 1782

Province de Québec,
District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*
No 4377.

Dame Marie Louise Brouillard a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari, Herménégilde Brouillard, charron, de Saint-Guillaume d'Upton.

J. D. PLAMONDON,
Procureur de la demanderesse.

Sorel, 3 mai 1902. 1827.3

Province de Québec,
District de Pontiac. } *Cour Supérieure, Bryson.*
No 586.

Dame Rebecca Létourneau, épouse de Pierre Plouffe, commerçant, du canton de Thorne, district de Pontiac, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Pierre Plouffe, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le vingt-un mars 1902.

D. N. BARRY,
Procureur de la demanderesse.
1605.5

Canada,
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de St François. }
No 334.

Dame Théo. Dona Sisco, du canton de Barnston, dans le district de Saint-François, épouse commune en biens de Elgin J. Heath, du même lieu, commis voyageur, et dûment autorisée à l'effet des présentes, Demanderesse ;

vs.

Elgin J. Heath, du dit canton de Barnston, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, en cette cause.

M. F. HACKETT,
Procureur de la demanderesse.
Sherbrooke, 19 novembre 1901. 1623-5

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Saint-François. }
No 523.

Dame Esther Emaline Macrae a, ce jour, pour suivi en séparation de biens son époux, Albert Burton Waldron, marchand du township de Clifton, dans le dit district.

ST. PIERRE & VERRET,
Procureurs de la demanderesse.

Sherbrooke, 24 avril 1902. 1725-4

Province de Québec, } *Cour Supérieure*
District de Montréal. }
No 379.

Dame Zénaïde Roy, de la paroisse de Saint-Bruno, dans le district de Montréal, a intenté, ce jour, une action en séparation de biens à son époux Napoléon Bachand, cultivateur, du même lieu.

GLOBENSKY & LAMARRE,
Avocats de la demanderesse.

Montréal, 19 avril 1902. 1659-5

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Québec. }
No 1267.

Dame Jeanne Raymond, de Québec, épouse commune en biens de W. H. S. Déry, de Québec, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

W. H. S. Déry, de Québec, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le six mai 1902, contre son époux, le dit W. H. S. Déry.

R. ROY,
Procureur de la demanderesse.
1843.3

Province of Quebec,
District of Richelieu. } *Superior Court.*
No. 4377.

Dame Marie Louise Brouillard has, this day, sued for separation as to property her husband, Herménégilde Brouillard, cartwright, of Saint Guillaume d'Upton.

J. D. PLAMONDON,
Attorney for plaintiff.

Sorel, 3rd May, 1902. 1828

Province of Quebec, } *Superior Court, Bryson.*
District of Pontiac. }
No. 586.

Dame Rebecca Létourneau, wife of Pierre Plouffe, trader of the township of Thorne, in the district of Pontiac, duly authorized to sue in justice, Plaintiff ;

vs

The said Pierre Plouffe, Defendant.
An action in separation of property has been instituted in this cause, the twenty-first day of March, 1902.

D. N. BARRY,
Plaintiff's attorney
1606

Canada,
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of St Francis. }
No. 334.

Dame Théo. Dona Sisco, of the township of Barnston, in the district of Saint Francis, wife common as to property of Elgin J. Heath, of the same place, commercial traveller, and duly authorized for the purposes hereof, Plaintiff ;

vs.

Elgin J. Heath, of the said township of Barnston, Defendant.
An action for separation as to property has, this day, been instituted in this cause.

M. F. HACKETT,
Attorney for plaintiff.
Sherbrooke, 19th November, 1901. 1624

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Saint Francis. }
No. 523.

Dame Esther Emaline Macrae has, this day, sued for separation as to property her husband, Albert Burton Waldron, trader, of the township of Clifton, in said district.

ST. PIERRE & VERRET,
Attorneys for plaintiff.

Sherbrooke, 24th April, 1902. 1726

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Montreal. }
No. 379.

Dame Zénaïde Roy, of the parish of Saint Bruno, district of Montreal, has, this day, instituted an action in separation as to property, against her husband, Napoléon Bachand, farmer, of the same place.

GLOBENSKY & LAMARRE,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 19th April, 1902. 1660

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Quebec. }
No. 1267.

Dame Jean Raymond, of Quebec, wife common as to property of W. H. S. Déry, of Quebec, duly authorized to appear in judicial proceedings, Plaintiff ;

vs

W. H. S. Déry, of Quebec, Defendant.
An action in separation as to property has been instituted in this cause, on the sixth of May, 1902, against her husband, the said W. H. S. Déry.

R. ROY,
Attorney for plaintiff.
1844

Canada
Province of Québec, }
District of Terrebonne. } *Cour Supérieure*
No 446.

Dame Rose Délima Vermette, du village de Saint-Eustache, dit district, dûment autorisée,
Demanderesse ;

vs

Eloi Spénard, bourgeois, du même lieu,
Défendeur.
Une action en séparation de biens a, ce jour, été
intentée contre le défendeur.

J. A. C. ETHIER,
Avocat de la demanderesse.
Sainte-Scholastique, 26 avril 1902. 1869.3

Province of Québec, }
District of Montréal. } *Cour Supérieure*
No 3120.

Dame Frederica Louisa Scott, a institué, ce jour,
une action en séparation de biens contre son mari,
John Burns Walker, peintre, des cité et district
de Montréal.

G. A. MARSAN,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 7 mai 1902. 1871.3

Province of Québec, }
District d'Iberville. } *Cour Supérieure.*
No 295.

Dame Elizabeth Say, de la ville de Saint-Jean,
district d'Iberville, épouse de Hormidas Dandurand,
ci-devant hôtelier, de la dite ville de Saint-Jean,
et maintenant demeurant temporairement à
Rossland, dans la Colombie Anglaise, puissance du
Canada, dûment autorisée à ester en justice, a, ce
jour, intenté une action en séparation de biens
contre son dit mari, le dit Hormidas Dandurand.

GIRARD & PELLETIER,
Avocats de la demanderesse.
Saint-Jean, 24 novembre 1900. 1855.3

Province of Québec, }
District of Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No 533.

Dame Harriet Mary Latty a institué, ce jour, une
action en séparation des biens contre son mari,
Robert Henry Statton, cultivateur, du canton de
Eaton, dans le dit district.

L. E. CHARBONNEL,
Procureur de la demanderesse.
5 mai 1902. 1853-3

Province of Québec, }
District of Québec. } *Cour Supérieure.*
No 1141.

Dame Hermine Paré, de la cité de Québec, couturière,
épouse commune en biens de Royer Grenon,
du même lieu, journalier, dûment autorisée à
ester en justice par jugement de la cour supérieure,
honorables L. B. Caron, juge,
Demanderesse ;

vs

Roger Grenon, de la cité de Québec, journalier,
Défendeur.
Une action en séparation de corps et de biens a
été instituée, ce jour, par la demanderesse contre le
défendeur.

CARON, PENTLAND,
STUART & BRODIE,
Procureurs de la demanderesse.
Québec, 1er mai 1902. 1757-4

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER QUÉBEC CENTRAL.

Avis est par le présent donné que l'assemblée
générale annuelle de la compagnie du chemin de fer
Québec Central aura lieu à Londres, dans le bureau
de la compagnie, 5, rue Great Winchester, E. C.,
mercredi, le 28e jour de mai 1902, à midi, pour
recevoir le rapport des directeurs et l'état des
comptes pour l'année finissant le 31 décembre 1901,
et pour l'élection des directeurs.

Canada,
Province of Quebec, }
District of Terrebonne. } *Superior Court.*
No. 446.

Dame Rose Délima Vermette, of the village of Saint
Eustache, said district, duly authorized,
Plaintiff ;

vs

Eloi Spénard, gentleman, of the same place,
Defendant.
An action for separation of property has been,
this day, instituted against the defendant.

J. A. C. ETHIER,
Attorney for plaintiff
Sainte Scholastique, 26th April, 1902. 1870

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 3120.

Dame Frederica Louisa Scott has, this day, taken
out an action for separation as to property against
her husband, John Burns Walker, painter, of the
city and district of Montreal.

G. A. MARSAN,
Attorney for plaintiff
Montreal, 7th May, 1902. 1872

Province of Quebec, }
District of Iberville. } *Superior Court.*
No. 295.

Dame Elizabeth Say, of the town of Saint John's,
district of Iberville, wife of Hormidas Dandurand,
heretofore hotel keeper, of said town of Saint John's,
and now temporarily in Rossland, in the province
of British Columbia, Dominion of Canada, duly
authorized to ester en justice, has, this day, instituted
an action en séparation de biens against her said husband,
the said Hormidas Dandurand.

GIRARD & PELLETIER,
Attorneys for plaintiff.
Saint John's, 24th November, 1900. 1856

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No. 533.

Dame Harriet Mary Latty has, this day, sued her
husband, Robert Henry Statton, of the township of
Eaton, in said district, farmer, for separation as to
property.

L. E. CHARBONNEL,
Attorney for plaintiff.
5th, May 1902. 1854

Province of Quebec, }
District of Québec. } *Superior Court.*
No. 1141.

Dame Hermine Paré, of the city of Québec, seamstress,
wife commune en biens of Roger Grenon,
of the same place, laborer, duly authorized to
ester en justice by judgment of the superior court,
honorable L. B. Caron, judge,
Plaintiff ;

vs

Roger Grenon, of the city of Québec, laborer,
Defendant.
An action for separation from bed and board has,
this day, been instituted by the plaintiff against the
defendant.

CARON, PENTLAND,
STUART & BRODIE,
Attorneys for plaintiff.
Quebec, 1st May, 1902. 1758

QUEBEC CENTRAL RAILWAY COMPANY.

Notice is hereby given that the annual general
meeting of the Quebec Central Railway Company
will be held in London, at the office of the company,
5, Great Winchester street, E. C., on Wednesday,
the 28th May, 1902, at 12 o'clock noon, to
receive the report of the directors and statement of
accounts for the year ended 31st December, 1901,
and to elect directors.

Les livres de transfert seront fermés depuis le 14e au 28e jour de mai, ces deux jours inclus.

Par ordre,

EDWARD DENT, président.

T. LINDLEY, secrétaire.

5, rue Great Winchester.

Londres, E. C., 10 mai 1902.

1809-3

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, aux fins d'obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions "de la loi corporative des compagnies à fonds social," constituant les requérants ci-après nommés et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom de la compagnie proposé est "John D. Duncan Company."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée, sont d'acquérir les affaires qui sont maintenant faites en la cité de Montréal, par John D. Duncan, Norman William Lyster et William Henry Trenholme, comme laitiers, sous le nom social de "John D. Duncan", et de faire le commerce du lait stérilisé ou autrement, crème et autres produits de ferme.

3° La principale place d'affaires de la compagnie sera dans la cité de Montréal.

4° Le montant du fonds social sera de vingt-cinq mille dollars, divisé en deux cent cinquante actions de cent dollars chacune.

5° Les noms au long, résidence et profession des dits requérants sont comme suit : John Donaldson Duncan, laitier, de Montréal; Norman William Lyster, laitier, de Montréal; William Henry Trenholme, laitier, de Westmount; Mary McKell, épouse du dit John D. Duncan et Mademoiselle Rose Doyle, teneur de livres, de Montréal.

6° Les dits John Donaldson Duncan, Norman William Lyster et William Henry Trenholme seront les directeurs provisoires de la dite compagnie. Tous sont sujets britanniques et résident dans la province de Québec.

W. DE M. & H. M. MARLER,

Pour les requérants.

Montréal, 7 mai 1902.

1897-2

AVIS.

Avis est par le présent donné que dans les trente jours qui suivront la dernière insertion du présent avis, une demande sera faite au lieutenant-gouverneur en conseil de cette province, par Henry Hamilton, marchand, Napoléon Edouard Hamilton, marchand, George Hamilton, commis, tous trois de la cité de Montréal, et Henry Hamilton, jr, marchand, et Auguste Singer, comptable, ces deux derniers de la ville de Westmount, aux fins d'obtenir des lettres patentes, les incorporant comme compagnie à fonds social sous les nom et raison de "La Compagnie Hamilton (limitée)," ainsi que toutes autres personnes qui pourront à l'avenir devenir membres de la dite compagnie.

Le but de cette compagnie est de faire le commerce en gros et en détail de toutes les marchandises qui se vendent généralement dans les magasins à rayon (departmental store).

La place principale d'affaires sera dans la cité de Montréal, avec pouvoir d'établir des succursales dans les différentes villes de la province.

Le montant du fonds social sera de \$100,000.00 divisé en mille parts de cents piastres chacune.

Les cinq personnes ci-dessus mentionnées seront les directeurs provisoires de la dite compagnie.

HENRY HAMILTON,

Pour les requérants.

Montréal, 13 mars 1902.

1851.3

The transfer books will be closed from the 14th to 28th May, both days inclusive.

By order,

EDWARD DENT, president.

T. LINDLEY, secretary.

5, Great Winchester street.

London, E. C., 10th May, 1902.

1810

Notice is hereby given that, within one month after last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant-Governor in Council, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of "The Joint Stock Companies' incorporation Act," incorporating the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, corporate and politic, under the same and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The proposed corporate name of the company is "John D. Duncan Company."

2. The purposes for which incorporation is sought, are to acquire the business now carried on at the city of Montreal, by John D. Duncan, Norman William Lyster and William Henry Trenholme, as milk dealers, under the name of "John D. Duncan", and to deal in milk sterilized or otherwise, cream, and other farm products.

3. The head office of the company will be at the city of Montreal.

4. The amount of capital stock is twenty-five thousand dollars, divided into two hundred and fifty shares of one hundred dollars each.

5. The names, address and calling of the applicants are as follows : John Donaldson Duncan, of Montreal, milk dealer; Norman William Lyster, of Montreal, milk dealer; William Henry Trenholme, of Westmount, milk dealer; Mary McKell, wife of the said John D. Duncan and Miss Rose Doyle, of Montreal, bookkeeper.

6. The said John Donaldson Duncan, Norman William Lyster and William Henry Trenholme shall be the first or provisional directors of the said company, all of whom are subjects of His Majesty and reside in the province of Québec.

W. DE M. & H. M. MARLER,

For the applicants.

Montreal, 7th May, 1902.

1898

NOTICE.

Notice is hereby given that within thirty days after the last insertion of this notice, application will be made to the Lieutenant Governor in council of this province, by Henry Hamilton, merchant, Napoleon Edouard Hamilton, merchant, George Hamilton, clerk, all three of the city of Montreal, and Henry Hamilton, jr., merchant, and Auguste Singer, accountant, the two latter of the town of Westmount, for the purpose of obtaining letters patent, incorporating them as a joint stock company, by the name "La Compagnie Hamilton (limitée)," as well as any other persons who may in future become members of the said company.

The object of this company is to carry on wholesale and retail trade in all kinds of merchandize, which are sold generally in departmental stores.

Its chief place of business will be in the city of Montreal, with power to establish branches in the different towns of the province.

The amount of its capital stock will be \$100,000.00, divided into one thousand shares of one hundred dollars each.

The five persons hereinabove named will be the interim directors of the said company.

HENRY HAMILTON,

For the petitioners.

Montreal, 13th March, 1902.

1852

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes sous le grand Sceau.

1° Le nom collectif de la compagnie sera "The Grocers Mfg. and Trading Co."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont de faire du sirop, des sucreries et de mettre en canistre des produits alimentaires, aussi de préparer des articles d'épicerie en général, d'en faire le commerce et de faire toutes choses en rapport avec les objets de la compagnie.

3° La principale place d'affaires de la compagnie sera dans la cité de Montréal.

4° Le fonds social sera de vingt-cinq mille piastres, divisé en deux mille cinq cents actions de dix piastres chacune.

5° Les requérants sont : George Alfred Walker, comptable ; Thomas William Watson, manufacturier ; William Caron, marchand ; Sarsfield O'Brien, marchand ; Albert Dettmers, commis.

6° Les requérants sont tous sujets anglais et résidents en Canada, dans la cité de Montréal et seront les premiers directeurs de la compagnie.

1865.3

LES REQUÉRANTS.

Avis est par les présentes donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à son honneur le lieutenant-gouverneur en conseil pour la province de Québec, en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, et ses amendements, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, incorporant les requérants ci-après nommés et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

Premièrement.—Le nom collectif de la compagnie proposée sera "The Charles A. Bull Produce Company."

Deuxièmement.—L'objet pour lequel l'incorporation est demandée, est d'acheter et vendre du beurre, du fromage, des œufs et produits agricoles en général.

Troisièmement.—La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal.

Quatrièmement.—Le fonds social de la dite compagnie sera de cinquante mille piastres.

Cinquièmement.—Le nombre d'actions sera de cinq cents et le montant de chaque action sera de cent piastres.

Sixièmement.—Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : Charles Irving Knight, de Hatley Est, province de Québec, marchand général ; Aaron Bull, de Farnham Est, dans la province de Québec, gentilhomme ; Charles Albert Bull, de la cité de Montréal, marchand de produits ; Demoiselle Annie Allison Horrigan, de la cité de Portland, Angleterre, fille majeure ; Roswell Corse Fisher, de la cité de Montréal, gentilhomme ; Horace H. Bailey, de la cité d'Ottawa, dans la province d'Ontario, commis. Les trois premiers ci-dessus nommés seront les premiers directeurs de la dite compagnie. Tous les dits directeurs sont résidents en Canada et sujets de Sa Majesté.

DAVIDSON & RITCHIE,

Procureurs des requérants.

Montréal, 7 mai 1902

1849-2

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, section 4694 et suivantes des statuts révisés de la province de Québec, constituant les requérants ci-après nommés et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

Notice is hereby given that application will be made to the Lieutenant-Governor of the province of Québec, for charter of incorporation by letters patent under the great Seal :

1. The corporate name of the company will be "The Grocers Mfg. and Trading Co."

2. The objects for which the incorporation is sought are : the manufacture of syrup, confectionery and the canning and preserving of food products, also to manufacture and trade in grocer's sundries generally and to do all things connected with the objects of the company.

3. The company's chief place of business will be in the city of Montreal.

4. The capital stock will be twenty-five thousand dollars, divided into two thousand five hundred shares of ten dollars each.

5. The petitioners are : George Alfred Walker, accountant ; Thomas William Watson, manufacturer ; William Caron, salesman ; Sarsfield O'Brien, salesman ; Albert Dettmers, clerk.

6. The petitioners who are all British subjects and reside in Canada, in the city of Montreal, will be the first directors of the company.

1866

THE PETITIONERS.

Notice is hereby given that, within one month from the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, an application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in council for the province of Québec, under the "Joint Stock Companies' Act and amendments" thereto for a charter of incorporation by letters patent, to incorporate the applicants hereinafter named and such other persons as may become shareholders in the proposed company, under the name and for the purposes mentioned :

First.—The corporate name of the proposed company is "The Charles A. Bull Produce Company."

Second.—The object for which the incorporation is sought, is the purchase and sale of butter, cheese eggs and general agricultural produce.

Third.—The chief place of business of the said company is the city of Montreal.

Fourth.—The capital stock of the said company is fifty thousand dollars.

Fifth.—The number of shares is five hundred, and the amount of each share is one hundred dollars.

Sixth.—The names in full and the address and callings of the applicants are as follows : Charles Irving Knight, of East Hatley, province of Québec, general merchant ; Aaron Bull, of East Farnham, in the province of Québec, gentleman ; Charles Albert Bull, of the city of Montreal, produce merchant ; Miss Annie Allison Horrigan, of the city of Portland, England, spinster ; Roswell Corse Fisher, of the city of Montreal, gentleman ; Horace H. Bailey, of the city of Ottawa, in the province of Ontario, clerk ; of which the first three are to be the first directors of the said company. All the said directors reside in Canada, and are subjects of His Majesty.

DAVIDSON & RITCHIE,

Attorneys for applicants.

Montreal, 7th May, 1902.

1850

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in Council, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the Joint Stock Companies Incorporation Act, section 4694 and following, of the revised Statutes of the province of Québec, constituting the applicants hereinafter described and such other persons as may become shareholders in the proposed company, a body corporate and politic, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1° Le nom de la compagnie proposée sera "The Quebec Building Company."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont :

(a) D'acheter, arpenter, tracer, améliorer, construire, vendre, louer, hypothéquer des immeubles, terrains, maisons et bâtiments de toute description situés dans la province de Québec et en faire le commerce.

(b) D'ériger et construire des maisons, magasins et toute sorte de bâtiments sur le terrain de la compagnie ou de toute autre personne ou corporation et en général de faire les affaires d'entrepreneurs et de constructeurs dans la province de Québec.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de \$200,000.00.

5° Le nombre d'actions sera de 2,000 et le montant de chaque action sera de \$100.00.

6 Les noms au long, résidence et profession de chacun des requérants sont comme suit : Percy C. Ryan, Victor E. Mitchell, Edouard F. Surveyer, Douglas Armour, Lawrence Macfarlane, tous de la cité de Montréal, province de Québec, avocats. Les dits Percy C. Ryan, Victor E. Mitchell et Edouard F. Surveyer seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie.

McGIBBON, CASGRAIN,

RYAN & MITCHELL,

1711-3

Procureurs des requérants.

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication du dit avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de Québec, aux fins d'obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes, qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans le but ci-après mentionnés.

1° Le nom proposé de la compagnie sera "White Elephant Club."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont : de se récréer et s'instruire, avoir un local pour y avoir gymnase, jeux, billards, salle de lecture ; construire, meubler, posséder, mettre en opération, maintenir, conduire un restaurant et toutes affaires y ayant rapport, y compris le droit de vendre des liqueurs de toutes sortes sous licence, pour l'usage des membres du dit "White Elephant Club."

3° La principale place d'affaires du dit club sera dans la ville de Lachine, province de Québec.

4° Le montant proposé du fonds social sera de trois mille dollars courant, divisé en trois cents actions de dix dollars chacune.

5° Les noms au long, résidence et occupation des requérants, qui seront les premiers directeurs du dit club, lesquels sont tous sujets britanniques, demeurant en Canada, sont les suivants : Alcide Leclaire, commerçant ; James Ramsay, contre-maître ; Léopold Léger, maître-charretier ; Alfred Martin, marchand, tous quatre de la ville de Lachine, et James Quinn, contracteur, de la cité de Montréal.

ALFRED MACKAY,

Procureur des requérants.

Montréal, 30 avril 1902.

1751-3

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes incorporant les requérants et telles autres

1. The name of the proposed company is to be "The Quebec Building Company."

2. The objects for which incorporation is sought are :

(a) To carry on the business of buying, surveying, laying out, improving, building upon, selling, leasing, mortgaging and generally dealing with and in immovable properties, lands, houses and buildings of every description, situate in the province of Quebec.

(b) To erect and build houses, stores and any description of building upon land belonging to the company or to any other person or corporation, and, generally, to carry on the business of contractors and builders in the province of Quebec.

3. The chief place of business of the said company is to be at the city of Montreal, in the province of Quebec.

4. The amount of capital stock of the said company, is to be \$200,000.00.

5. The number of shares is to be 2,000 and the amount of each share \$100.00.

6. The names in full and the address and calling of each of the applicants are as follows : Percy C. Ryan, Victor E. Mitchell, Edouard F. Surveyer, Douglas Armour, Lawrence Macfarlane, all of the city of Montreal, province of Quebec, advocates, and of whom Percy C. Ryan, Victor E. Mitchell and Edouard F. Surveyer are to be the first or provisional directors of the said company.

McGIBBON, CASGRAIN,

RYAN & MITCHELL.

1712

Attorneys for applicants.

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant-Governor in council, for a charter of incorporation by letters patent of the province of Quebec, under the provisions of the joint stock companies' act, to incorporate the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, as a body politic and corporate, under the name and for the purpose hereinafter mentioned :

1. The proposed name of the company is to be "White Elephant Club."

2. The purposes for which incorporation is sought are : to divert, recreate and instruct oneself ; to have a house for the purpose of making a gymnasium game, and billiards, a reading room ; to build, furnish, possess, operate, maintain a restaurant and all pertaining thereto, also the right to sell liquors of all kinds with license, for the use of the members of said "White Elephant Club."

3. The chief place of business of the said club is to be in the town of Lachine, province of Quebec.

4. The proposed amount of capital stock is to be three thousand dollars currency, divided into three hundred shares of ten dollars each.

5. The full names, residence and calling of the petitioners who will be the first directors of the said club, and all of whom are british subjects, resident in Canada, are as follows : Alcide Leclaire, trader, James Ramsay, foreman, Leopold Léger, master-carter, Alfred Martin, merchant, all four of the town of Lachine, and James Quinn, contractor, of the city of Montreal.

ALFRED MACKAY,

Attorney for petitioners.

Montreal, 30th April, 1902.

1752

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in Council, for a charter of incorporation by letters patent of the province of Quebec, under the provisions of the joint stock companies' act, to incorporate the applicants and such other persons as may become

personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée en corps politique et incorporé sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom collectif de la compagnie sera "The Sainte Anne Power Co."

2° L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est d'acquérir, vendre, louer ou autrement disposer des biens meubles et des biens immeubles, d'acquérir, posséder, opérer ou autrement, d'utiliser et vendre des pouvoirs hydrauliques, électriques ou à vapeur ; de manufacturer du bois de pulpe et de papier ; de manufacturer de la pulpe, de construire des moulins, usines et chaussées pour cette fin, d'acheter, posséder, acquérir, vendre ou autrement disposer des limites à bois, de bois, de la pulpe et du papier ; de construire et posséder des moulins, manufactures et tout l'outillage nécessaire pour les fins de cette section ; de manufacturer du bois et de faire le commerce de bois dans toutes ces branches et de construire des quais, maisons et entrepôts.

3° La principale place d'affaires de la compagnie sera à l'endroit appelé Beauré, dans le comté de Montmorency, ou à tout autre endroit que les directeurs pourront déterminer.

4° Le montant proposé du fond social sera de \$150,000.00, divisé en parts de cent piastres chacune.

5 Les noms au long, adresse et occupation des requérants sont comme suit : Oscar W. Ordway, marchand, de Beauré, dans le comté de Montmorency ; John R. Loomis, marchand, de Glens Falls, dans l'état de New-York ; Elzéar Fortier, de Sainte-Anne de Beauré, marchand ; Téléphore Laverdière, forgeron, de Beauré, dans le comté de Montmorency, et Edouard Morel, cultivateur, de Beauré, dans le comté de Montmorency.

6° La dite incorporation sera demandée conjointement et avec le consentement de la Canadian Electric Light Co. en vertu des pouvoirs que lui donne sa charte et les amendements à icelle.

7° Que les dits Oscar Ordway, John R. Loomis, Elzéar Fortier, Téléphore Laverdière et Edouard Morel seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie.

DROUIN, PELLETIER
& BAILLARGEON,
Procureurs des requérants.

Québec, avril 1902.

1721 3

shareholders in the proposed company, as a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The proposed name of the company is to be The Sainte Anne Power Co.

2. The object for which the incorporation is sought is to acquire, sell, lease or otherwise dispose of movables and immovables, to acquire, own, operate or otherwise utilize and sell electric, hydraulic powers or steam powers ; to manufacture pulp wood and paper, to manufacture pulp, to construct mills, workshops and dams for this purpose, to buy, own, acquire, sell or otherwise dispose of timber limits, wood, pulp and paper ; to construct and own mills, manufactures and all the material needed for the purposes of this section ; to manufacture lumber and to deal in lumber in all its branches, and to build wharves, houses and warehouses.

3. The principal place of business of the company will be at the place called Beauré, in the county of Montmorency, or at any place which the directors may determine.

4. The proposed amount of the capital stock will be of \$150,000.00, divided in shares of one hundred dollars each.

5. The names in full, address and calling of the applicants are as follows : Oscar W. Ordway, merchant, of Beauré, in the county of Montmorency ; John R. Loomis, merchant, of Glens Falls, in the state of New York ; Elzéar Fortier, of Sainte Anne de Beauré, merchant ; Téléphore Laverdière, blacksmith, of Beauré, in the county of Montmorency, and Edouard Morel, farmer, of Beauré, in the county of Montmorency.

6. The said incorporation is asked jointly and with the consent of the Canadian Electric Light Co, in virtue of the powers which its charter and the amendments thereto give to the company.

7. That the said Oscar Ordway, John R. Loomis, Elzéar Fortier, Téléphore Laverdière and Edouard Morel will be the first or provisional directors of the said company.

DROUIN, PELLETIER
& BAILLARGEON,
Attorneys for applicants.

Quebec, april, 1902.

1722

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure*
No 1479.

Avis est par le présent donné que Joseph Poirier, marchand, de Saint-Alexis de Métapédia, a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, le 15 mai 1902, au bureau du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Québec, conformément à la loi.

A. FAUCHER,
Gardien provisoire.

Bureau : 119, rue Saint-Pierre.
Québec, 16 mai 1902.

1975

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*

Avis public est par le présent donné que George E. Manson et William H. Boright, tous deux de la ville de Magog, dans le district de Saint-François, commerçants, y faisant affaires ensemble comme tels en société sous les nom et raison de "Menson & Boright," le neuvième jour de mai courant, ont fait un abandon judiciaire de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers au bureau du protonotaire de la cour supérieure dans le palais de justice, dans la cité de Sherbrooke, et que Gardner Stevens, de la ville de Waterloo, dans le district de Bedford,

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court.*
No. 1479.

Notice is hereby given that Joseph Poirier, merchant, of Saint Alexis de Métapédia, has, on the 15th May, 1902, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the protonotary's office of the superior court for the district of Quebec, according to law.

A. FAUCHER,
Provisional guardian.

Office : 119, Saint Peter street.
Quebec, 16th May, 1902.

1976

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*

Public notice is hereby given that George E. Manson and William H. Boright, both of the town of Magog, in the district of Saint Francis, traders, carrying on business there together as such in copartnership under the name, style and firm of "Manson & Boright," did, on the ninth day of May instant, make a judicial abandonment of their property for the benefit of their creditors at the office of the protonotary of the superior court at the court house, in the city of Sherbrooke, and that Gardner Stevens, of the town of Waterloo, in the

directeur de banque, a été nommé gardien provisoire des dits biens abandonnés.

CATE, WELLS & WHITE,
Procureurs du gardien provisoire.
Sherbrooke, 12 mai 1902. 1987

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 57.

In re E. L. Ethier & Cie, Montréal,

Insolubles.

Avis vous est donné que, le 19^e jour de mai 1902, par un ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints à la succession du sus-nommé, qui a fait une cession judiciaire de tous ses biens et effets pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations assermentées doivent être produites à notre bureau sous un mois de cette date.

P. J. CHARTRAND,
P. L. TURGEON,
Curateurs conjoints.

Bureau de Chartrand & Turgeon,
180, rue Saint-Jacques.
Montréal, 19 mai 1902. 1981

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

In re Dupuis, Plante & Cie, Montréal,

Insolubles.

Avis vous est donné que, le 19^e jour de mai 1902, par un ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints à la succession des sus-nommés qui ont fait une cession judiciaire de tous leurs biens et effets pour le bénéfice de leurs créanciers.

Les réclamations doivent être produites à notre bureau sous un mois de cette date.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Curateurs conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,
97, rue Saint-Jacques.
Montréal, 24 mai 1902. 1979

Province de Québec, }
District d'Iberville. } *Cour Supérieure.*
No. 4.

Dans l'affaire de Victor Mailloux, marchand, de la ville de Saint-Jean, district d'Iberville, Failli.

Avis est donné que, le 15^e jour de mai 1902, le soussigné a été nommé, par une ordonnance de la cour, curateur aux biens du dit Victor Mailloux, qui a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être produites entre mes mains dans les trente jours de cet avis.

C. H. BEAUCHEMIN,
Curateur.

Bureau : No 67, rue Richelieu, Saint-Jean, P. Q.
Saint-Jean, 17 mai 1902. 1993

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 165.

Dans l'affaire de Donald Clark, Montréal,

Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans la susdite affaire et sera sujet à objection jusqu'à mardi, le 10^e jour de juin 1902, après laquelle date les dividendes seront payables au bureau des soussignés.

ARTHUR W. WILKS,
J. WILFRID MICHAUD,
Curateurs conjoint.

205, rue Saint-Jacques.
Montréal, 23 mai 1902. 2029

district of Bedford, bank director, has been appointed provisional guardian to said abandoned estate.

CATE, WELLS & WHITE,
Attorneys for provisional guardian.
Sherbrooke, 12th May, 1902. 1988

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 57.

In re E. L. Ethier & Co., Montreal,

Insolvents.

Notice is hereby given that, on the 19th day of May, 1902, by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of the above named, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed at our office within one month.

P. J. CHARTRAND,
P. L. TURGEON,
Joint curators.

Office of Chartrand & Turgeon,
180, Saint James street.
Montreal, 19th May, 1902. 1982

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In re Dupuis, Plante & Cie, Montreal,

Insolvents.

Notice is hereby given that, on the 19th day of May, 1902, by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of the above named, who have made a judicial abandonment of all their assets for the benefit of their creditors.

Claims must be filed at our office within one month.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Joint curators.

Office of Kent & Turcotte,
97, Saint James street.
Montreal, 24th May, 1902. 1980

Province of Quebec, }
District of Iberville. } *Superior Court.*
No. 4.

In the matter of Victor Mailloux, merchant, of Saint John, district of Iberville,

Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 15th day of May, 1902, by an order of the court, the undersigned was appointed curator to the property of the said Victor Mailloux, who has made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.

Sword claims must be filed with me within thirty days from this notice.

C. H. BEAUCHEMIN,
Curator.

Office : No. 67, Richelieu street, Saint John, P. Q.
Saint John, 17th May, 1902. 1994

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 165.

In the matter of Donald Clark, Montreal,

Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in the above matter, which will be open to objection until Tuesday, 10th June, 1902, after which date dividends will be payable at the office of the undersigned.

ARTHUR W. WILKS,
J. WILFRID MICHAUD,
Joint curators.

205, Saint James street.
Montreal, 23rd May, 1902. 2030

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 29.

Dans l'affaire de "The Canadian Wrapper Mfg. Co.," Montréal, Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans la susdite affaire et sera sujet à objection jusqu'à mardi le 10e jour de juin 1902, après laquelle date les dividendes seront payables au bureau des sous-signés.

ARTHUR W. WILKS,
J. WILFRID MICHAUD,
Curateurs conjoints.

205, rue Saint-Jacques.
Montréal, 23 mai 1902. 2031

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 40.

Dans l'affaire de Sharpes' City Express, Montréal, Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans la susdite affaire, et sera sujet à objection jusqu'à mardi, le 10e jour de juin 1902, après laquelle date les dividendes seront payables au bureau des sous-signés.

ARTHUR W. WILKS,
J. WILFRID MICHAUD,
Curateurs conjoints.

205, rue Saint-Jacques.
Montréal, 23 mai 1902. 2027

Province de Québec, }
District de Chicoutimi. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Joseph Tremblay, marchand, Saint-Bruno, Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 9 juin 1902, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie. du Richelieu.
Québec, 21 mai 1902. 2023

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de The J. Hood Co., Failli.

Un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé et sera sujet à objection au bureau du sousigné, jusqu'à lundi, le 9e jour de juin 1902, après laquelle date les dividendes seront payés.

A. W. STEVENSON,
Curateur.

Bank of Toronto Chambers,
rue Saint-Jacques.
Montréal, 21 mai 1902. 2019

Dans l'affaire de Benjamin F. Reid, de Aylwin, Québec, Failli.

Un premier et dernier bordereau de dividendes a été déclaré et sera sujet à objection jusqu'à lundi, le 9e jour de juin 1902, après laquelle date les dividendes seront payables.

JOHN HYDE,
Curateur.
2033

Montréal, 21 mai 1902.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de B. J. Strandens, Failli.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé et sera sujet à objection au bureau du sousigné, jusqu'à lundi, le 9e jour de juin 1902, après laquelle date les dividendes seront payés.

A. W. STEVENSON,
Curateur.

Bank of Toronto Chambers,
rue Saint-Jacques.
Montréal, 21 mai 1902. 2021

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 29.

In the matter of "The Canadian Wrapper Mfg. Co.," Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in the above matter, which will be open to objection until Tuesday, 10th June, 1902, after which date dividends will be payable at the office of the undersigned.

ARTHUR W. WILKS,
J. WILFRID MICHAUD,
Joint curators.

205, Saint James street.
Montreal, 23rd May, 1902. 2032

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 40.

In the matter of Sharpes' City Express, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in the above matter, which will be open to objection until Tuesday, 10th June, 1902, after which date dividend will be payable at the office of the undersigned.

ARTHUR W. WILKS,
J. WILFRID MICHAUD,
Joint Curators.

205, Saint James street.
Montreal, 23rd May, 1902. 2028

Province of Quebec, }
District of Chicoutimi. } *Superior Court.*
In the matter of Joseph Tremblay, merchant, Saint-Bruno, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 9th June, 1902, after which date this dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ontario Nav. Co., Building.
Quebec, 21st May, 1902. 2024

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
In the matter of The J. Hood Coy., Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared, open to objection at the office of the undersigned, until Monday, the 9th day of June, 1902, after which date dividends will be paid.

A. W. STEVENSON,
Curator.

Bank of Toronto Chambers,
Saint James street.
Montreal, 21st May, 1902. 2020

In the matter of Benjamin F. Reid, of Aylwin, Quebec, Insolvent.

A first and final dividend has been declared, open to objection until Monday, 9th June, 1902, after which date dividends will be payable.

JOHN HYDE,
Curator.
2034

Montreal, 21st May, 1902.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In the matter of B. J. Strandens, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared, open to objection at the office of the undersigned, until Monday, the 9th day of June, 1902, after which date dividends will be paid.

A. W. STEVENSON,
Curator.

Bank of Toronto Chambers,
Saint James street.
Montreal, 21st May, 1902. 2022

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure*
Dans l'affaire de Eug. J. Blouin & Frères, manufacturiers, Québec, Insolubles.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un ordre de la cour, en date du 20 mai 1902, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession. Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 21 mai 1902.

2025

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court.*
In the matter of Eug. J. Blouin & Frères, manufacturers, Quebec, Insolvents.

Notice is hereby given that, in virtue of an order of the court, dated 20th May, 1902, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 21st May, 1902.

2026

Règle de Cour

Province de Québec, }
District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*
Nos 274-482.

Hormisdas B. Lafleur, Demandeur ;
Jos. Seale, Défendeur ;
Le dit Jos. Seale, Demandeur en faux ;
Le dit H. B. Lafleur, Défendeur en faux ;
La Corporation Sainte-Adèle, Tiers-saisie ;
Jos. Seale, Contestant ;
H. B. Lafleur, Répondant.

Sur jugement de Sa Seigneurie l'honorable H. T. Taschereau, rendu ce jour, 10 mai courant 1902, ordonnant la distribution, *au marc la livre*, des deniers saisis-arrêtés en cette cause, il est aussi ordonné par l'honorable juge que les créanciers du demandeur, H. B. Lafleur, défendeur en faux et répondant, produisent leurs réclamations contre ce dernier, au bureau du protonotaire de la cour supérieure de ce district, à Sainte-Scholastique, sous quinze jours de la première insertion du présent avis.

GRIGNON & FORTIER,
P. C. S.
Sainte-Scholastique, 10 mai 1902. 1977

Province of Quebec, }
District of Terrebonne. } *Superior Court.*
No. 274-482.

Hormisdas B. Lafleur, Plaintiff ;
Jos. Seale, Defendant ;
The said Jos. Seale, Demandeur en faux ;
The said H. B. Lafleur, Défendeur en faux ;
The Corporation of Sainte Adèle, Garnishee ;
Jos. Seale, Contestant ;
H. B. Lafleur, Respondant.

Pursuant to a judgment of His Lordship the Honorable Judge H. T. Taschereau, rendered this day, 10th May instant, 1902, ordering the distribution, *au marc la livre*, of the monies attached in this cause, it is also ordered by the Honorable Judge that the creditors of the plaintiff, H. B. Lafleur, *défendeur en faux* and respondent, file their claims against the latter, at the office of the prothonotary of the superior court for the said district, at Sainte Scholastique, within fifteen days from the first insertion of the present notice.

GRIGNON & FORTIER,
P. S. C.
Sainte Scholastique, 10th May, 1902. 1978

Licitation

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 308.

LICITATION.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le vingt et unième jour de mai mil neuf cent deux, dans une cause dans laquelle Dame Gertrude Moore, de la cité et du district de Montréal, épouse séparée de biens de M. J. Tancrede Trudel, marchand, du même lieu, et le dit M. J. Tancrede Trudel pour autoriser son épouse, sont Demandeurs ; et Charles F. Moore, marchand, de la cité et du district de Montréal, et George W. Crossan, agent d'assurance, de la cité de Montréal, en sa qualité de tuteur dûment nommé en justice, le vingt-trois juillet mil neuf cent un, à Irène M. Moore et Lillian Moore, sont Défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir :

(a). Un lot de terre situé dans le quartier Saint-Jacques, de la cité de Montréal, et connu comme les subdivisions officielles numéros six, sept, huit

Licitation

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 308.

LICITATION.

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the superior court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, on the twenty-first day of May one thousand nine hundred and two, in a cause in which Dame Gertrude Moore, of the city and district of Montreal, wife separated as to property of M. J. Tancrede Trudel, merchant, of the same place; and the said M. J. Tancrede Trudel to authorize his wife, are Plaintiffs ; and Charles F. Moore, merchant, of the city and district of Montreal, and George W. Crossan, insurance agent, of the city of Montreal, in his quality of tutor duly appointed by law on the twenty-third of July one thousand nine hundred and one, to Irène M. Moore and Lillian Moore, are Defendants, ordering the licitation of certain immovables described as follows, to wit :

(a) A lot of land situate in Saint James ward, of the city of Montreal, and known as official subdivisions numbers six, seven, eight and nine,

et neuf, du lot officiel numéro neuf cent quarante-huit (948, 6-7-8 et 9), d'es plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Jacques, de la dite cité de Montréal; borné en front par la rue de Montigny—avec les bâtisses sus-érigées.

(b). Un lot de terre situé dans le quartier Saint-Jacques, de la cité de Montréal, formant partie du numéro neuf cent quarante-huit, des plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Jacques, et particulièrement connu sur la subdivision officielle du dit No 948, sous le numéro quatre, de la dite subdivision, contenant vingt-deux pieds de large par soixante et quinze pieds de profondeur, y compris pour donner cette profondeur, trois pieds de large à être pris sur le numéro onze, de la dite subdivision officielle du numéro neuf cent quarante-huit, par toute la largeur du dit lot de subdivision numéro onze, et à l'arrière du dit lot; le dit lot de terre tel que ci-dessus composé est borné en front par la rue Saint-Timothée—avec les bâtisses sus-érigées.

(c). Un lot de terre situé dans le quartier Saint-Jacques, de la cité de Montréal, connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Jacques, sous le numéro neuf cent cinquante-neuf; borné en front par la rue Amherst—avec les bâtisses sus-érigées.

(d). Un lot de terre situé dans le quartier Saint-Jacques, de la cité de Montréal, connu sous le numéro huit cent quatre-vingt-cinq, des plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Jacques; borné en front par la rue De Montigny—avec les bâtisses sus-érigées.

(e). Un lot de terre situé en la ville de Saint-Louis, district de Montréal, connu sous le numéro neuf cent quatre-vingt-quatorze, de la subdivision officielle du numéro dix, des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis; borné en front par la rue Saint-Laurent—sans bâtisse.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le TRENTIEME jour de JUIN 1902, à DIX heures ET DEMIE de l'avant-midi, cour tenante, dans la salle d'audience, division de pratique, du palais de justice de Montréal; sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé, comme susdit pour la vente et adjudication; et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

CHARBONNEAU & PELLETIER,
Procureurs des demandeurs.

Daté à Montréal, ce vingt et unième jour de mai mil neuf cent deux.

2035

[Première publication, 23 mai 1902.]

Ventes par le Shérif—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et à l'endroit respectifs tel que mentionné plus bas.

of the official lot number nine hundred and forty-eight (948, 6-7-8 and 9), of the official plan and book of reference of Saint James ward, of the said city of Montreal; bounded in front by De Montigny street—with the buildings thereon erected.

(b). A lot of land situate in Saint James ward, of the city of Montreal, forming part of number nine hundred and forty-eight, of the official plan and book of reference of the said Saint James ward, and particularly known on the official subdivision of the said No. 948, as number four, of the said subdivision, containing twenty-two feet in width by seventy-five feet in depth, including therein to make that depth three feet in width to be taken off number eleven, of the said official subdivision of the number nine hundred and forty-eight, by the whole width of the said subdivision lot number eleven, and in rear of the said lot; the said lot of land as hereinabove composed is bounded in front by Saint Timothée street—with the buildings thereon erected.

(c). A lot of land situate in Saint James ward, of the city of Montreal, known on the official plan and in the book of reference of the said Saint James ward, as number nine hundred and fifty-nine; bounded in front by Amherst street—with the buildings thereon erected.

(d). A lot of land situate in Saint James ward, of the city of Montreal, known as number eight hundred and eighty-five, of the official plan and book of reference of the said Saint James ward; bounded in front by De Montigny street—with the buildings thereon erected.

(e). A lot of land situate in the town of Saint Louis, district of Montreal, known as number nine hundred and ninety-four, of the official subdivision of number ten, of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis; bounded in front by Saint Lawrence street—without building.

The properties above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder, on the THIRTIETH day of JUNE, 1902, at HALF PAST TEN of the clock in the forenoon, in the practice court, of the court house, in Montreal; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the prothonotary of the said court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

CHARBONNEAU & PELLETIER,
Attorneys for plaintiffs.

Dated at Montreal, this twenty-first day of May, one thousand nine hundred and two.

2036

[First published, 23rd May, 1902.]

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

MANDAT DU CURATEUR

Cour Supérieure—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } **N RE JOHNNY REGIS,**
No 155. } Insolvable ; et **F. X.****LEMIEUX, Curateur.**

1° Les lots de terre dix-neuf b (19 b) et dix-neuf c (19 c), situés dans la paroisse de Sainte-Clothilde de Horton, dans le douzième rang du canton de Simpson.

2° Un emplacement situé dans la paroisse de Sainte-Clothilde de Horton ; borné en front au sud-est au chemin du Portage, en profondeur au nord-ouest à un cours d'eau séparant le dit terrain de celui de Dame Rebecca Lacroix, au sud-ouest par messieurs Xavier Champagne et Xavier Boucher, et au nord-est par William Provencher, connu et désigné au cadastre du canton de Horton, comme partie du numéro cent quatre-vingt-onze (191).

3° Le numéro deux cent cinquante (250), du cadastre officiel du canton de Horton, situé dans le sixième rang du dit canton.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Clothilde de Horton, le VINGT-SIXIÈME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,Bureau du Shérif, Shérif.
Arthabaskaville, 20 mai 1902. 1983
[Première publication, 23 mai 1902.]

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } **NARCISSE DROUIN, De-**
No 220. } mandeur ; contre **GE-**
DEON MAHEU, Défendeur, savoir :

Un terrain situé en la paroisse de Saint-Martin, contenant deux arpents et un quart de front sur vingt arpents de profondeur, plus ou moins, connu et désigné au cadastre officiel sous le numéro six C (6 C) C, premier rang du canton de Shenley—avec bâtiments dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Beauce, en la paroisse de Saint-François de la Beauce, le CINQUIÈME jour de JUIN prochain, à MIDI.

JOS. POIRIER,Bureau du Shérif, Shérif.
Village de Saint-Joseph, Beauce, 28 avril 1902. 1715-2

[Première publication, 3 mai 1902.]

Ventes par le Shérif—Bedford

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Bedford.

Province de Québec, } **DEMOISELLE HER-**
District de Bedford. } **MINE MARC-AUREL,**
No 6900. } du canton de Sainte-Cécile

de Milton, dans le district de Bedford, fille seule majeure et usant de ses droits, Demanderesse ;

CURATOR'S MANDATE

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } **N RE JOHNNY REGIS,**
No. 155. } Insolvent ; and **F. X.****LEMIEUX, Curator.**

1. Lots of land numbers nineteen b (19 b) and nineteen c (19 c), situate in the parish of Sainte Clothilde of Horton, in the twelfth range of the township of Simpson.

2. An emplacement lying in the parish of Sainte Clothilde of Horton ; bounded in front south-easterly by the Portage road, in depth north westerly by a stream separating said piece of land of Dame Rebecca Lacroix's property, south westerly by Messrs. Xavier Champagne and Xavier Boucher, and north easterly by William Provencher, known and described on cadastre of the township of Horton, as being part of number one hundred and ninety-one (191).

3. Lot number two hundred and fifty (250), of official cadastre for the township of Horton, being in the sixth range of said township.

To be sold at the parochial church door of Sainte Clothilde de Horton, on the TWENTY-SIXTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,Sheriff's office, Sheriff.
Arthabaskaville, 20th May, 1902. 1984
[First published, 23rd May, 1902.]

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court—District of Beauce.

Beauce, to wit : } **NARCISSE DROUIN, Plan-**
No 220. } tiff ; against **GEDEON**
MAHEU, Defendant, to wit :

A lot situate in the parish of Saint Martin, containing two arpents and a quarter in front by twenty arpents in depth, more or less, known and designated on the official cadastre under number six C (6 C), of the first range of the township of Shenley—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the registry office of the county of Beauce, in the parish of Saint François de la Beauce, on the FIFTH day of JUNE next, at NOON.

JOS. POIRIER,Sheriff's office, Sheriff.
Village of Saint Joseph, Beauce, 28th April, 1902. 1716

[First published, 3rd May, 1902.]

Sheriff's Sales—Bedford

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Bedford.

Province of Québec, } **DEMOISELLE HER-**
District of Bedford. } **MINE MARC-AUREL,**
No. 6900. } of the township of Sainte

Cécile de Milton, in the district of Bedford, spinster fille seule majeure et usant de ses droits, Plaintiff

contre les effets et terres d'OLIVIER BACHAND, ci-devant du canton de Roxton, dans le dit district de Bedford, cultivateur, mais maintenant absent de la province de Québec, Défendeur.

La partie sud du lot numéro dix-huit, arpentage primitif, du premier rang du canton de Roxton, dans le district de Bedford, et maintenant connu sur les plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Roxton, sous le numéro seize (16), (sauf et excepté les huit arpents sud-est), (plus ou moins), (du dit lot appartenant à Agapit Belanger). La dite partie du lot contenant cent vingt-cinq acres, plus ou moins; bornée comme suit: au nord par le lot numéro dix-sept, à l'est par le chemin Roxton Falls et les terres d'Agapit Belanger, au sud par la ligne de division entre les cantons de Roxton et Shefford, et la terre du dit Agapit Belanger, et à l'ouest par le lot numéro quinze.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Joachim de Shefford, dans le comté de Shefford et district de Bedford, le SEPTIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sweetsburg, 25 avril 1902. 1701-2
[Première publication, 3 mai 1902.]

Ventes par le Shérif—Iberville

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District d'Iberville

Saint-Jean, à savoir: } **A BANQUE NA-**
No 228. } **TIONALE**, corps poli-
tique et incorporé, de la cité et du district de Québec, et ayant une succursale à Saint-Jean, dans le district d'Iberville, Demanderesse; contre MOISE GAUDETTE, de la ville et le district d'Iberville, et Charles H. Bessette, de la ville de Saint-Jean, dit district, et y faisant affaires sous la raison sociale de "N. Bousquet & Cie," Défendeurs.

Comme appartenant au défendeur, Moïse Gaudette:

Un lot de terre situé dans la ville et le district d'Iberville, au côté sud de la rue Ferry, portant le numéro trois cent soixante et neuf (No 369), du cadastre hypothécaire de la dite ville d'Iberville—avec une maison et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Athanase, dans mon district, le VINGT-CINQUIEME jour de JUIN prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

CHAS. ARPIN,

Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Jean, 20 mai 1902. 2001.
[Première publication, 23 mai 1902.]

Ventes par le Shérif—Joliette

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

against the goods and lands of OLIVIER BACHAND, heretofore of the township of Roxton, in the said district of Bedford, farmer, but now absent from the province of Quebec, Defendant.

The south part of lot number eighteen, primitive survey, in the first range of the township of Roxton, in the district of Bedford, and now known on the official plan and book of reference of the said township of Roxton, as lot number sixteen (16), (save and except the south east eight arpents), (more or less), (of said lot belonging to one Agapit Belanger). The said part of lot containing one hundred and twenty-five acres, more or less; bounded as follows: on the north by lot number seventeen, on the east by the Roxton Falls road and the lands of Agapit Belanger, on the south by the line-road between the townships of Roxton and Shefford, and the land of said Agapit Belanger, and on the west by lot number fifteen.

To be sold at the parish church door of Saint Joachim de Shefford, in the county of Shefford and district of Bedford, on the SEVENTH day of JUNE next, at the hour of TEN of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sweetsburg, 25th April, 1902. 1702
[First published, 3rd May, 1902.]

Sheriff's Sales—Iberville

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENT have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Iberville.

Saint Johns, to wit: } **A BANQUE NA-**
No. 228. } **TIONALE**, a body
politic and corporate, of the city and district of Quebec, and having a branch in Saint Johns, district of Iberville, Plaintiff; against MOISE GAUDETTE, of the town and district of Iberville, and Charles H. Bessette, of the town of Saint Johns, said district, and there doing business under the firm name of "N. Bousquet & Co.," Defendants.

As belonging to the defendant, Moïse Gaudette:

A lot of land situated in the town and district of Iberville, on the south side of Ferry street, being number three hundred and sixty-nine (No. 369), of the hypothecary cadastre of the said town of Iberville—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Athanase, in my district, the TWENTY-FIFTH day of JUNE next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

CHAS. ARPIN,

Sheriff's office, Sheriff.
Saint Johns, 20th May, 1902. 2002.
[First published, 23rd May, 1902.]

Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure de Joliette.*

Joliette, à savoir : } **MEDERIC FOREST**, Es.
No 3322. } **QUALITÉ**, Demandeur ;
contre **DAMASE DEBRISAT** dit **ST. GERMAIN**,
Défendeur.

1° Une terre située dans la paroisse de l'Assomption, du côté nord du Ruisseau du Point du Jour, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse, sous le numéro cent cinquante-cinq (155), contenant un arpent et neuf perches et douze pieds de front sur trente-neuf arpents de profondeur, contenant une superficie de soixante et huit arpents et quatre-vingt-trois perches, plus ou moins.

2° Une autre terre située au même lieu, connue et désignée aux dits plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de l'Assomption, sous les numéros cent cinquante et un et cent cinquante-deux (151 et 152), contenant cent quatre-vingt dix arpents en superficie, plus ou moins—avec maisons et autres bâties dessus construites.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de l'Assomption, le **QUATRIÈME** jour de **JUIN** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

A. M. RIVARD,

Bureau du Shérif,
Joliette, 28 avril 1902.

Shérif.
1719.2

[Première publication, 3 mai 1902.]

Ventes par le Shérif—Kamouraska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour de Circuit—District de Kamouraska.*

Fraserville, à savoir : } **EPIPHANE LAPOINTE**,
No 2314. } **cultivateur**, de la paroisse
de Saint-Epiphanie, Demandeur ; contre les im-
mubles de **BENJAMIN MICHAUD**, de la ville
de Fraserville, Défendeur, à savoir :

Un emplacement situé dans la ville de Fraserville, contenant cent pieds de front sur cent pieds de profondeur, de mesure anglaise, et borné au nord à la rue Saint-Elzéar, au sud à cent pieds de la dite rue, aux représentants de feu Dame Jean-Baptiste Delage, au nord-est et au sud-ouest aux représentants de Narcisse Pelletier—avec bâties dessus construites, faisant partie du lot de terre connu et désigné au cadastre officiel de Fraserville, sous le numéro (209-5) deux cent neuf-cinq. A charge de payer le premier de novembre de chaque année, au bureau de M. J. E. Pouliot, pour les héritiers de feu Dame Jean-Baptiste Delage, une rente constituée de douze piastres et demie, et dont le premier paiement devra se faire le premier de novembre prochain, 1902.

Pour être vendu à mon bureau, à Fraserville, **JEUDI**, le **VINGT-SIXIÈME** jour de **JUIN** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi. Bref rapportable suivant la loi.

J. ELZ. POULIOT,

Bureau du Shérif,
Fraserville, 21 mai 1902.

Shérif.
1997

[Première publication, 23 mai 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District de Kamouraska.*

Fraserville, à savoir : } **JOSEPH CAMILLE**
No 2835. } **POULIOT**, avocat, de la
ville de Fraserville, Demandeur ; contre les im-

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS*Superior Court of Joliette.*

Joliette, to wit : } **MEDERIC FOREST**, Es.
No. 3322. } **QUALITY**, Plaintiff; against
DAMASE DEBRISAT dit **ST. GERMAIN**, Defendant.

1. A land situate in the parish of l'Assomption, on the north side of Ruisseau du Point du Jour, known and designated on the official plan and in the book of reference of the said parish, under number one hundred and fifty-five (155), containing one arpent and nine perches and twelve feet in front by thirty-nine arpents in depth, containing an area of sixty-eight arpents and eighty-three rods, more or less.

2. Another land situate at the same place, known and designated on the said official plan and in the book of reference of the said parish of l'Assomption under numbers one hundred and fifty-one and one hundred and fifty-two (151 and 152), containing one hundred and ninety arpents in superficies, more or less—with houses and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of l'Assomption, on the **FOURTH** day of **JUNE** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

A. M. RIVARD,

Sheriff's Office,
Joliette, 28th April, 1902.

Sheriff.
1720

[First publication, 3rd May, 1902.]

Sheriff's Sales—Kamouraska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Circuit Court.—District of Kamouraska.*

Fraserville, to wit : } **EPIPHANE LAPOINTE**,
No. 2314. } **farmer**, of the parish of
Saint Epiphane, Plaintiff ; against the lands and
tenements of **BENJAMIN MICHAUD**, of the
town of Fraserville, Defendant, to wit :

A lot situate in the town of Fraserville, containing one hundred feet in front by one hundred feet in depth, english measure, and bounded on the north by Saint Elzéar street, on the south at one hundred feet from the said street, by the representatives of the late Dame Jean Baptiste Delage, on the north east and south west by the representatives of Narcisse Pelletier—with buildings thereon erected, forming part of the lot of land known and described on the official cadastre of Fraserville, as number 209-5 (two hundred and nine-five). Subject to the charge upon the purchaser of paying on the first of November of every year, at the office of Mr. J. E. Pouliot, for the heirs of the late Dame Jean Baptiste Delage, a constituted rent of twelve dollars and a half, and whereof the first payment must be made on the first of November next, 1902.

To be sold in my office, at Fraserville, on **THURSDAY**, the **TWENTY-SIXTH** day, of **JUNE** next, at **TEN** of the clock in the forenoon. Writ returnable according to law.

J. ELZ. POULIOT,

Sheriff's Office,
Fraserville, 21st May, 1902.

Sheriff.
1998

[First published, 23rd May, 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.—District of Kamouraska.*

Fraserville, to wit : } **JOSEPH CAMILLE** **POU-**
No. 2835. } **LIOT**, advocate, of the
town of Fraserville, Plaintiff; against the immovables

meubles de LUC MARTIN, FILS D'EUGÈNE, cultivateur, de la paroisse de la Rivière Ouelle, Défendeur, à savoir :

1° Une terre située en la paroisse de la Rivière Ouelle, dans le comté de Kamouraska, à l'endroit appelé "La Petite Anse", connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse sous les numéros (140 et 144) cent quarante et cent quarante-quatre—avec les bâtisses dessus construites.

2° Un circuit de terre situé au même endroit et connu sous le numéro (167) cent soixante-sept, du même cadastre—sans bâtisse.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de la Rivière Ouelle, MARDI, le TROISIÈME jour de JUIN prochain, à DEUX heures de l'après-midi. Bref rapportable suivant la loi.

J. ELZ. POULIOT,

Bureau du Shérif,

Fraserville, 26 avril 1902.

[Première publication, 3 mai 1902.]

Shérif.
1703-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Kamouraska.

Fraserville, à savoir : } GEORGE HUDON DIT
No 2947 } G BEAULIEU, cultivateur, de la paroisse de Sainte-Anne de Lapocatière, Demandeur ; contre les immeubles de FRANÇOIS XAVIER SIMARD, de la même paroisse, Défendeur, à savoir :

1° Un emplacement situé en la paroisse de Sainte-Anne de Lapocatière, dans le comté de Kamouraska, connu et désigné sous le numéro (205) deux cent cinq, du cadastre de la dite paroisse—avec maison et autres bâtisses dessus construites ; à charge par l'acquéreur de payer, le premier de mai de chaque année, une rente constituée de douze piastres à la corporation du collège de Sainte-Anne de Lapocatière.

2° Un emplacement attenant à l'immeuble ci-dessus (No 205), d'une superficie d'environ cinq perches, étant l'angle nord-est du numéro (192) cent quatre-vingt-douze, du même cadastre ; et borné comme suit : au sud au dit No 205, au nord-est au numéro (179) cent soixante-dix-neuf, au sud-ouest et au nord à l'autre partie du dit No 192—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

3° Un terrain situé partie sur le premier rang de la paroisse de Saint-Onésime, dans le comté de Kamouraska, et partie sur le troisième rang de la paroisse de Sainte-Anne, étant les numéros (35 et 36) trente-cinq et trente-six, de la première série du cadastre de la dite paroisse de Saint-Onésime, et faisant partie des lots numéros (825 et 826) huit cent vingt-cinq et huit cent vingt-six, du cadastre de la dite paroisse de Sainte-Anne, étant la partie sud-est des dits numéros 825 et 826 ; tenant au nord-ouest aux autres parties de ces mêmes numéros, au nord-est aux numéros huit cent vingt-trois et huit cent vingt-quatre, au sud-ouest au numéro huit cent vingt-sept, et au sud-est à la paroisse de Saint-Onésime—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de Sainte-Anne de Lapocatière, MARDI, le TROISIÈME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. ELZ. POULIOT,

Bureau du Shérif,

Fraserville, 25 avril 1902.

[Première publication, 3 mai 1902.]

Shérif.
1699-2

of LUC MARTIN, SON OF EUGÈNE, farmer, of the parish of Rivière Ouelle, Defendant, to wit :

1. A land situate in the parish of Rivière Ouelle, in the county of Kamouraska, at the place called "La Petite Anse", known and described on the official plan and book of reference of the cadastre of the said parish as numbers (140 and 144) one hundred and forty and one hundred and forty-four—with buildings thereon erected.

2. A circuit of land situate at the same place and known as number (167) one hundred and sixty seven, of the same cadastre—without any building.

To be sold at the church door of the parish of Rivière Ouelle, on TUESDAY, the THIRD day of JUNE next, at TWO of the clock in the afternoon. Writ returnable according to law.

J. ELZ. POULIOT,

Sheriff's office,

Fraserville, 26th April, 1902.

[First published, 3rd May, 1902.]

Sheriff.
1704

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Kamouraska.

Fraserville, to wit : } GEORGE HUDON DIT
No. 2947. } G BEAULIEU, farmer, of the parish of Sainte Anne de Lapocatière, Plaintiff ; against the immovables of FRANÇOIS XAVIER SIMARD, of the same parish, Defendant, to wit :

1. A lot situate in the parish of Sainte Anne de Lapocatière, in the county of Kamouraska, known and described as number (205) two hundred and five, of the cadastre of the said parish—with house and other buildings thereon erected ; subject to the charge upon the purchaser of paying, on the first of May of every year, a constituted rent of twelve dollars to the corporation of the collège de Sainte Anne de Lapocatière.

2. A lot adjoining the lot hereinabove described (No. 205), containing in superficies about five perches, being the north east angle of number one hundred and ninety-two (192), of the same cadastre ; and bounded as follows : on the south by the said No. 205, on the north east by number one hundred and seventy-nine (179), on the south west and on the north by the other part of the said No. 192—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

3. A lot situate partly on the first range of the parish of Saint Onésime, in the county of Kamouraska, and partly on the third range of the parish of Sainte Anne, being numbers (35 and 36) thirty-five and thirty-six, of the first series of the cadastre of the said parish of Saint Onésime, and forming part of lots numbers (825 and 826) eight hundred and twenty-five and eight hundred and twenty-six, of the cadastre of the said parish of Sainte Anne, being the south east part of the said numbers 825 and 826 ; bounded on the north west by the other parts of these same numbers, on the north east by numbers eight hundred and twenty-three and eight hundred and twenty-four, on the south west by number eight hundred and twenty-seven, and on the south east by the parish of Saint Onésime—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Sainte Anne de Lapocatière, on TUESDAY, the THIRD day of JUNE next, at TEN of the clock in fore-noon. Said writ returnable according to law.

J. ELZ. POULIOT,

Sheriff's Office,

Fraserville, 25th April, 1902.

[First published, 3rd May, 1902.]

Sheriff.
1700

Ventes par le Shérif—Montmagny

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel quementionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } **DAME SOPHIE TAL-**
District de Montmagny. } **BOT**, de Saint-Valier,
No 62. } épouse de feu Ferdinand
Corriveau; contre **LOUIS PARENT**, aussi de
Saint-Valier.

Avis est par le présent donné que la vente de l'immeuble saisi en la présente cause, qui devait avoir lieu à dix heures du matin, le vingtième jour de février 1902, à la porte de l'église de Saint-Valier, aura lieu à DIX heures du matin, **MARDI**, le **DIXIEME** jour de **JUIN** prochain, à la porte de l'église de Saint-Valier.

J. B. A. LEPINE,

Bureau du shérif, Shérif.
Montmagny, 19 mai 1902. 1901.
[Première publication, 23 mai 1902.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure — District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **DEMOISELLE THEO-**
No 138. } **TISTE CHARTRAND**,
fille majeure et usant de ses droits, des cité et
district de Montréal, Demanderesse; contre les
terres et tenements de **OVILA CHARETTE**, de
Paincourt, des comté et district de Terrebonne,
Défendeur.

La moitié indivise d'un emplacement ayant front sur la rue Beaudry, en la cité de Montréal, contenant quarante-deux pieds et neuf pouces de front sur soixante et seize pieds et neuf pouces de profondeur (42.9 x 76.9) dans une ligne et une profondeur de soixante et seize pieds et trois pouces dans une autre ligne (76.3)—avec une vieille maison bâtie sur le front et une autre maison sur l'arrière et autres dépendances dessus construites, le dit emplacement connu et désigné comme lot numéro mille cinquante (1050), sur le plan et au livre de renvoi officiels du quartier Saint-Jacques de la cité de Montréal.

Pour être vendue à mon bureau, dans la cité de Montréal, le **VINGT-SIXIEME** jour de **JUIN** prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 20 mai 1902. 2007.
[Première publication, 23 mai 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure — District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **THE SUN LIFE ASSUR-**
No 1026. } **ANCE COMPANY OF**
CANADA, corps politique et dûment incorporé,
ayant sa principale place d'affaires dans la cité
de Montréal, dans le district de Montréal, Deman-
deresse; contre les terres et tenements du **RE-**
VEREND ALFRED LEON SENTENNE, prê-
tre, **FRANCOIS ST. GERMAIN**, agent d'im-

Sheriff's Sales—Montmagny

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, } **DAME SOPHIE**
District of Montmagny. } **TALBOT**, of Saint
No 62. } Valier, widow of the late
Ferdinand Corriveau; against **LOUIS PARENT**,
also of Saint Valier.

Notice is hereby given that the sale of the im-
movable seized in the present cause, which should
have taken place at ten of the clock in the fore-
noon, on the twentieth day of February, 1902, at
the church door of Saint Valier, will take place
at **TEN** of the clock in the forenoon, on **TUES-**
DAY, the **TENTH** day of **JUNE** next, at the
church door of Saint Valier.

J. B. A. LEPINE,

Sheriff's office, Sheriff.
Montmagny, 19th May, 1902. 1902.
[First published, 23rd May, 1902.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court — District of Montreal.

Montreal, to wit: } **MISS THEOTISTE CHAR-**
No 138. } **TRAND**, against in the
enjoyment of her rights, of the city and district
of Montreal, Plaintiff; against the lands and te-
nements of **OVILA CHARETTE**, of Paincourt,
of the county and district of Terrebonne, De-
fendant.

The undivided half of a lot fronting on Beau-
dry street, in the city of Montreal, containing
forty-two feet nine inches in front by seventy-six
feet nine inches in depth (42.9 x 76.9) on one side
and a depth of seventy-six feet three inches on
another side (76.3)—with an old house built on
the front and another house on the rear and
other dependencies thereon erected, said lot known
and described as number one thousand and fifty
(1050), on the official plan and book of reference
of Saint James ward of the city of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the **TWENTY-SIXTH** day of **JUNE** next, at
TEN of the clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 20th May, 1902. 2008.
[First published, 23rd May, 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court — District of Montreal.

Montreal, to wit: } **THE SUN LIFE ASSUR-**
No 1026. } **ANCE COMPANY OF**
CANADA, a body politic and corporate, duly in-
corporated and having their chief place of affairs
in the city of Montreal, in the district of Mon-
treal, Plaintiff; against the lands and tenements
of **REVEREND ALFRED LEON SENTENNE**,
priest, **FRANCOIS ST. GERMAIN**, real estate

meubles, et RODOLPHE BEAUDRY, docteur en médecine, tous des cité et district de Montréal, en leur qualité d'exécuteurs testamentaires de feu François-Xavier Beaudry, en son vivant de la cité de Montréal, propriétaire d'immeubles, le dit Rodolphe Beaudry étant maintenant absent aux états unis d'Amérique, Défendeurs.

Saisis comme appartenant et en la possession des dits défendeurs des-qualité les immeubles ci-après mentionnés, savoir :

1o Un lot de terre situé dans le quartier Saint-Laurent, de la cité de Montréal, composé comme suit, à savoir : des lots de terre connus sur les plan et livre de renvoi officiels pour le quartier Saint-Laurent de la cité de Montréal, sous les numéros deux cent quatre-vingt-dix et deux cent quatre-vingt-onze (290 et 291), et aussi d'une étroite lisière de terre portant aucun numéro de cadastre, située entre les dits deux lots deux cent quatre-vingt-dix et deux cent quatre-vingt-onze, la dite lisière s'étendant de la rue Sainte-Catherine en front jusqu'à la rue De Montigny en arrière, et bornée en front par la susdite rue Sainte-Catherine, et en arrière par la dite rue De Montigny, au nord-est par le dit lot deux cent quatre-vingt-onze, et au sud-ouest par le dit lot deux cent quatre-vingt-dix, la dite lisière de terre ayant été ci-devant projetée comme devant être une ruelle, mais maintenant étant en partie bâtie ; le dit lot de terre maintenant saisi étant borné au sud-est par la rue Sainte-Catherine, au sud-ouest par la rue Saint-Urbain, au nord-ouest par la rue De Montigny, ci-devant connue comme rue Mignonne, et au nord-est par les lots officiels numéros deux cent quatre-vingt-douze, deux cent quatre-vingt-seize, deux cent quatre-vingt-dix-sept, deux cent quatre-vingt-dix-huit, deux cent quatre-vingt-dix-neuf, trois cent, trois cent un, trois cent deux et trois cent cinq, du cadastre du dit quartier Saint-Laurent et par le bout d'une ruelle mentionnée sur le dit plan entre les lots deux cent quatre-vingt-dix-sept et deux cent quatre-vingt-dix-huit—ensemble avec les bâtisses sus-érigées, consistant, sur le front de la rue Sainte-Catherine, en une bâtisse généralement connue comme l'Orphelinat Saint-François-Xavier, et sur les deux autres rues, en maisons et établissements industriels.

2o Un lot de terre situé dans le quartier Saint-Laurent, de la cité de Montréal, connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Laurent, sous le numéro cent cinquante-sept, formant le coin des rues Saint-Urbain et Evans, et une ruelle en arrière—avec maisons et autres bâtisses sus-érigées.

3o Un lot de terre situé dans le quartier Saint-Jacques, de la cité de Montréal, connu aux plan et livre de renvoi officiels pour le quartier Saint-Jacques, dans la dite cité de Montréal, sous le numéro deux cent cinquante-quatre, faisant front sur la rue Timothée, ci-devant appelée rue Jacques-Cartier—avec une maison en bois sus-érigée.

4o Partie du lot de terre situé dans le quartier Saint-Jacques, de la cité de Montréal, connu aux plan et livre de renvoi officiels pour le dit quartier Saint-Jacques, sous le numéro deux cent soixante et dix, contenant vingt et un pieds de front sur soixante et douze pieds six poudes de profondeur ; borné en front par la rue Saint-Timothée, ci-devant appelée rue Jacques-Cartier, en arrière par les lots officiels numéros deux cent soixante et dix-neuf et deux cent soixante et dix-huit, du dit quartier Saint-Jacques, du côté nord-ouest par le lot numéro deux cent soixante et

agent, and RODOLPHE BEAUDRY, doctor of medicine, all of the city and district of Montreal, in their capacity of testamentary executors of the last will and testament of the late François-Xavier Beaudry, in his lifetime of the city of Montreal, real estate proprietor, the said Rodolphe Beaudry being presently absent in the united states of America, Defendants.

Seized as belonging to and in the possession of the said defendants of-qualité, the immovables hereinafter mentioned, to wit :

1 A block of land situate in the Saint Lawrence ward, of the city of Montreal, composed as follows, to wit : of the lots of land known upon the official plan and book of reference for the Saint Lawrence ward, of the city of Montreal, by the numbers two hundred and ninety and two hundred and ninety-one (290 and 291), and also of a narrow strip of land bearing no cadastral number, situate between the said two lots two hundred and ninety and two hundred and ninety-one, the said strip extending from Saint Catherine street on the front to De Montigny street in the rear, and bounded in front by Saint Catherine street aforesaid, and in rear by said De Montigny street, towards the north east by said lot two hundred and ninety-one, and towards the south west by said lot two hundred and ninety, the said strip of land having been formerly projected to be laid out as lane, but now being in part built over ; the said block of land presently seized being bounded towards the south east by Saint Catherine street, towards the south west by Saint Urbain street, towards the north west by De Montigny street, formerly known as Mignonne street, and towards the north-east by lots official numbers two hundred and ninety-two, two hundred and ninety-six, two hundred and ninety-seven, two hundred and ninety-eight, two hundred and ninety-nine, three hundred, three hundred and one, three hundred and two and three hundred and five, of the cadastre of the said Saint Lawrence ward and by the end of a lane shown on said plan between said lots two hundred and ninety-seven and two hundred and ninety-eight—together with the buildings thereon erected, consisting, on Saint Catherine street frontage, of a building generally known as the Orphelinat Saint François-Xavier, and on the other two streets, of dwelling houses and industrial establishments.

2 A lot of land situate in the Saint Lawrence ward, of the city of Montreal, known upon the official plan and in the book of reference for the said Saint Lawrence ward, under the number one hundred and fifty-seven, forming the corner of Saint Urbain and Evans streets, and a lane in rear—with dwelling houses and other buildings thereon erected.

3 A lot of land situate in Saint James ward, of the city of Montreal, known on the official plan and in the book of reference for the Saint James ward, in said city of Montreal, under the number two hundred and fifty-four, fronting on Saint Timothée street, formerly called Jacques-Cartier street—with a wooden house thereon erected.

4 Part of the lot of land situate in the Saint James ward, of the city of Montreal, known on the official plan and in the book of reference for said Saint James ward, by the number two hundred and seventy, containing twenty-one feet in front by seventy-two feet six inches in depth ; bounded in front by Saint Timothée street, formerly called Jacques-Cartier street, in rear by lots official numbers two hundred and seventy-nine and two hundred and seventy-eight, of said Saint James ward, on the north west side by lot number two hundred and sixty-nine, of said Saint

neuf, du dit quartier Saint-Jacques, et du côté sud-est par le résidu du dit lot numéro deux cent soixante et dix—avec une maison en briques sus-érigée.

50 Partie du lot de terre situé dans le quartier Saint-Laurent, de la cité de Montréal, connu aux plan et livre de renvoi officiels pour le quartier Saint-Laurent, de la dite cité de Montréal, sous le numéro trois cent trente-sept (337), étant le morceau de terre mentionné comme lot numéro un (1), sur un plan fait par M. Joseph Rielle, A. P., daté le 27e jour de juillet 1872 et annexé à l'acte de vente par les héritiers Boucher à Dame Rosanna Quinn, épouse de James Maloney, passé devant J. E. O. Labadie, N.P., le 25 septembre 1872, le morceau de terre maintenant saisi ayant soixante et huit pieds six pouces de largeur sur la rue Saint-Laurent, soixante et huit pieds neuf pouces de largeur en arrière sur une profondeur de soixante et onze pieds trois pouces au sud-est et cinquante-cinq pieds cinq pouces au nord-ouest ; borné en front par la rue Saint-Laurent telle qu'élargie maintenant, en arrière par le résidu du dit lot numéro trois cent trente-sept, mentionné comme lot numéro deux (2), sur le dit plan de M. Rielle, appartenant à la dite Dame Maloney ou représentants, et partie par le lot numéro trois cent trente-huit, du dit quartier Saint-Laurent, au sud-est par le lot numéro trois cent trente-neuf, du dit quartier Saint-Laurent, appartenant à l'évêque catholique romain de Montréal, et du côté nord-ouest par le lot numéro trois cent trente-six, du dit quartier Saint-Laurent.

Pour être vendus dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-SIXIÈME jour de JUIN prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du shérif, Montréal, 20 mai 1902. Shérif. 2009.

[Première publication, 23 mai 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } EUGENE H. GODIN, No 2269. } Avocat, des cité et district de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tenements de A. A. CHARLEBOIS, commis, du même lieu, Défendeur.

1o Un immeuble situé dans la cité de Saint-Henri, comté d'Hochelaga, district de Montréal—avec les bâtisses dessus construites ; borné en front par la rue Saint-Jacques, connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, sous le numéro mille sept cent quinze.

2o Une terre sise et située à Valoisville, en la paroisse de Saint-Joachim de la Pointe-Claire, comté de Jacques-Cartier, district de Montréal, composée des lots connus et désignés comme subdivisions treize, quatorze, quinze, seize, dix-sept, dix-huit, vingt, vingt et un, vingt-deux, vingt-trois, vingt-quatre, quarante, quarante-sept, quarante-huit, quarante-neuf, cinquante, cinquante et un, cinquante-deux, cinquante-trois, cinquante-quatre, cinquante-cinq, cinquante-six, cinquante-sept, cinquante-huit, cinquante-neuf, soixante, soixante et un, soixante et deux, soixante et trois, soixante et quatre, soixante et cinq, soixante et six, soixante et sept, soixante et huit, soixante et neuf, soixante et dix, soixante et onze, soixante et douze, soixante et treize, soixante et quatorze, soixante et quinze et soixante et seize (13, 14, 15, 16, 17, 18, 20, 21, 22, 23, 24, 40, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75 et 76), du lot numéro primitif cinquante-sept (57), et les subdivisions F, H, et I, du dit lot numéro primitif

James ward, and on the south east side by the remainder of said lot number two hundred and seventy—with a brick house thereon erected.

50 Part of the lot of land situate in the Saint Lawrence ward, of the city of Montreal, known on the official plan and in the book of reference for Saint Lawrence ward, of said city of Montreal, under the number three hundred and thirty-seven (337), being the piece of land marked as lot number one (1), on a plan made by Mr. Joseph Rielle, P.L.S., dated the 27th July, 1872, and annexed to the deed of sale by the heirs Boucher to Dame Rosanna Quinn, wife of James Maloney, executed before J. E. O. Labadie, N.P., on the 25th September, 1872, the piece of land presently seized being sixty-eight feet and six inches in width on Saint Lawrence street, sixty-eight feet and nine inches in width in rear by a depth of seventy-one feet three inches on the south-east and fifty-five feet five inches on the north west ; bounded in front by Saint Lawrence street as now widened, in rear by the remainder part of said lot number three hundred and thirty-seven, that is by lot marked number two (2), on said plan of Mr. Rielle, belonging to said Dame Maloney or representatives, and partly by lot number three hundred and thirty-eight, of the said Saint Lawrence ward, on the south east by lot number three hundred and thirty-nine, of the said Saint Lawrence ward, belonging to the Roman Catholic Bishop of Montreal, and on the north west side by lot number three hundred and thirty-six, of said Saint Lawrence ward.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-SIXTH day of JUNE next, at TWO o'clock in the afternoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's office, Montréal, 20th May, 1902. Sheriff. 2010.

[First published, 23rd May, 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montréal, to wit : } EUGENE H. GODIN, No. 2269. } Advocate, of the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of A. A. CHARLEBOIS, clerk, of the same place, Defendant.

1o An immovable situate in the city of Saint Henri, county of Hochelaga, district of Montreal—with the buildings thereon erected ; bounded in front by Saint James street, known and described on the official plan and in the book of reference of the parish of Montreal, as number one thousand seven hundred and fifteen.

2o A land situate and being at Valoisville, in the parish of Saint Joachim de la Pointe-Claire, county of Jacques-Cartier, district of Montreal, made up of the lots known and described as subdivisions thirteen, fourteen, fifteen, sixteen, seventeen, eighteen, twenty, twenty-one, twenty-two, twenty-three, twenty-four, forty, forty-seven, forty-eight, forty-nine, fifty, fifty-one, fifty-two, fifty-three, fifty-four, fifty-five, fifty-six, fifty-seven, fifty-eight, fifty-nine, sixty, sixty-one, sixty-two, sixty-three, sixty-four, sixty-five, sixty-six, sixty-seven, sixty-eight, sixty-nine, seventy, seventy-one, seventy-two, seventy-three, seventy-four, seventy-five and seventy-six (13, 14, 15, 16, 17, 18, 20, 21, 22, 23, 24, 40, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75 and 76), of the primitive lot number fifty-seven (57), and the subdivisions F, H, and I, of the lot primitive number fifty-seven (57), and an undivided part of the said lot primitive number fifty-seven (57), of the official plan and book of

cinquante-sept (57), et une partie non subdivisée du dit lot numéro primitif cinquante-sept (57), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Joachim de la Pointe-Claire, de trois arpents de front par toute la profondeur qu'il peut y avoir de la partie subdivisée du dit lot, en arrière des subdivisions soixante, soixante et un, soixante et huit, soixante et neuf, soixante et seize, H et I de 57, à aller au trait-carré de la dite terre ; et bornée la dite terre comme suit : en front par le chemin public, au nord par les lots numéros primitifs cent sept et cent huit (107 et 108), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Joachim de la Pointe-Claire, au sud-ouest partie par le lot numéro primitif cinquante-six et partie par la subdivision dix-neuf, du dit lot numéro primitif cinquante-sept (56 et 19 de 57), des même plan et livre de renvoi officiels, au nord-est partie par la subdivision douze (12), du dit lot numéro primitif cinquante-sept (57), partie par l'avenue Valois et partie par le résidu du dit lot numéro primitif cinquante-sept (57), des même plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Joachim de la Pointe-Claire—avec une maison, une grange et autres bâtisses dessus construites. A distraire de la dite terre ce qui peut avoir été vendu au chemin de fer le Grand-Tronc et à la compagnie de chemin de fer Ontario & Québec, la dite terre étant traversée par une rue, connue et désignée sur les susdits plan et livre de renvoi officiels comme subdivision G, du dit lot numéro primitif cinquante-sept (57), connue sous le nom d'avenue Saint-Michel, à la charge du droit de passage et droit de vue sur la rue, étant le lot de subdivision F, du dit lot numéro primitif cinquante-sept (57), des dits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Joachim de la Pointe-Claire, en faveur du dit lot de subdivision douze (12), du dit lot numéro primitif cinquante-sept (57), des susdits plan et livre de renvoi officiels à partir du chemin public jusqu'à la profondeur du dit lot de subdivision numéro douze (12).

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SEPTIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du shérif,

Montréal, 20 mai 1902.

[Première publication, 23 mai 1902.]

Shérif.

2011.

reference of the parish of Saint Joachim de la Pointe-Claire, of three arpents in front by the whole depth there may be from the subdivided part of the said lot, in rear of the subdivisions sixty, sixty-one, sixty-eight, sixty-nine, seventy-six, H and I of 57, going to the division line (trait-carré) of the said land ; and said land bounded as follows : in front by the public road, on the north by the lots primitive numbers one hundred and seven and one hundred and eight (107 and 108), of the official plan and book of reference of the said parish of Saint Joachim de la Pointe-Claire, on the south west partly by the lot primitive number fifty-six and partly by the subdivision nineteen, of the said lot primitive number fifty-seven (56 and 19 of 57), of the same official plan and book of reference, on the north east partly by subdivision twelve (12), of the said lot primitive number fifty-seven (57), partly by Valois avenue and partly by the residue of the said lot primitive number fifty-seven (57), of the same official plan and book of reference of the said parish of Saint Joachim de la Pointe-Claire—with a house, a barn and other buildings thereon erected. Reserving from the said land what may have been sold to the Grand Trunk Railway and to the Ontario & Quebec Railway, said land being crossed by a street, known and described on the said official plan and book of reference as subdivision G, of the said lot primitive number fifty-seven (57), known by the name of Saint Michael's avenue, subject to the charge of a right of passage and right of view on the street, being subdivision lot F, of the said lot primitive number fifty-seven (57), of the said official plan and book of reference of the parish of Saint Joachim de la Pointe-Claire, in favor of said subdivision lot twelve (12), of the said lot primitive number fifty-seven (57), of the said official plan and book of reference starting from the public road to the depth of the said subdivision lot number twelve (12).

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-SEVENTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's office,

Montreal, 20th May, 1902.

[First published, 23rd May, 1902.]

Sheriff.

2012.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } FRANÇOIS BENOIT, marchand, de la ville de Longueuil, dans le district de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tenements de J. ANDRÉ STE-MARIE, commis, du même lieu, Défendeur.

1° Deux emplacements situés dans le quartier Hochelaga, de la cité de Montréal, et composés : 1° des lots numéros sept et huit (7 et 8), de la subdivision du lot numéro quatre vingt (80) des plan et livre de renvoi officiels du village d'Hochelaga, et 2° d'une petite partie du numéro neuf (9), de la dite subdivision, la dite partie du lot étant de forme triangulaire et contenant cinq pieds et quarante centièmes de largeur sur la rue Moreau, et allant en rétrécissant sur une profondeur de cent pieds pour aboutir en pointe à la rue Sainte-Catherine ; bornée au nord-est par la rue Sainte-Catherine, et du côté sud-est, par le dit No 8—avec deux maisons en pierre et brique et autres bâtisses, avec droit de passage en commun avec d'autres dans une ruelle en arrière des dits lots.

2° Deux emplacements situés au même lieu et composés des lots numéros douze et treize (12 et 13), de la dite subdivision du numéro quatre-vingt (80), des plan et livre de renvoi officiels du village d'Hochelaga, et d'une petite partie nord-ouest du lot numéro onze (11), de la même subdivision, la dite partie

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } FRANÇOIS BENOIT, of the town of Longueuil, in the district of Montreal, merchant, Plaintiff ; against the lands and tenements of J. ANDRÉ STE-MARIE, of the same place, clerk, Defendant.

1. Two lots situate in the Hochelaga ward, of the city of Montreal, and made up : 1. of lots numbers seven and eight (7 and 8), of the subdivision of lot number eighty (80), of the official plan and book of reference of the village of Hochelaga, and 2. of a small part of number nine (9), of the said subdivision, the said part of lot being of triangular shape and containing five feet and forty hundredths in width on Moreau street, and narrowing to a depth of one hundred feet to end at a point to Sainte Catherine street ; bounded to the north east by the Sainte Catherine street, and on the south east side by the said number 8—with two stone and brick houses and other buildings, with the right of a passage in common with others in a lane in rear of the said lots.

2. Two lots situate at the same place and made up of lots numbers twelve and thirteen (12 and 13), of the said subdivision of number eighty (80), of the official plan and book of reference of the village of Hochelaga, and of a north west small part of lot number eleven (11), of the same subdivision, the

du lot étant de forme triangulaire et contenant six pieds de largeur au nord-est, et allant en rétrécissant sur une profondeur de cent pieds pour se terminer en une pointe de soixante centièmes de pieds; bornée au sud-ouest par la rue Moreau, au nord-est par le lot No 76, du côté nord-ouest par le dit lot No 12, et du côté sud-est par la dite rue Sainte-Catherine—avec deux maisons en pierre et en briques et autres bâtisses, et droit de passage en commun avec d'autres dans une ruelle en arrière des dits emplacements.

Pour être vendus à mon bureau, dans la cité de Montréal, le CINQUIÈME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 29 mai 1902. 1723-2

[Première publication, 3 mai 1902.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Cour de Recorder.

Québec, à savoir: **LA CITE DE QUEBEC**; No 2528. **contre LOUIS LACASSE**, de la cité de Québec, dans le district de Québec, à savoir:

Le lot No 1828 (mille huit cent vingt-huit), du cadastre officiel pour le quartier Jacques-Cartier, de la cité de Québec, étant un emplacement situé rue de l'Eglise—circonstances et dépendances. Sujet à une rente constituée de \$12.00, payable à l'honorable juge Bossé, le 29 septembre chaque année.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-SEPTIÈME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

CHS LANGELIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 22 mai 1902. 2005

[Première publication, 23 mai 1902.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: **THOMAS BLOUIN**, de la No 1181. **parcasse de Saint-Jean**, Ile d'Orléans, cultivateur; contre **JOSEPH DELISLE**, de la paroisse de Saint-Jean, Ile d'Orléans, cultivateur, à savoir:

Le lot No 284 (deux cent quatre-vingt-quatre), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Jean, Ile d'Orléans, étant une terre située au premier rang—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jean, Ile d'Orléans, comté de Montmorency, le VINGT-HUITIÈME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

CHS LANGELIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 22 mai 1902. 2003

[Première publication, 23 mai 1902.]

Ventes par le Shérif—Richelieu

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

said part of lot being of triangular shape and containing six feet in width to the north east, and narrowing on a depth of one hundred feet to end in a point of sixty hundredths feet; bounded to the south west by Moreau street, to the north east by lot No. 76, on the north west side by the said lot No. 12, and on the south east side by the said Sainte-Catherine street—with two stone and brick houses and other buildings and right of passage in common with others in a lane in rear of the said lots.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 29th May, 1902. 1724

[First published, 3rd May, 1902.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Recorder's Court.

Quebec, to wit: **THE CITY OF QUEBEC**; No. 2528. **against LOUIS LACASSE**, of the city of Quebec, in the district of Quebec, to wit:

Lot No 1828 (one thousand eight hundred and twenty-eight), of the official cadastre for Jacques Cartier ward, of the city of Quebec, being a lot situate on Church street, (rue de l'Eglise)—circumstances and dependencies. Subject to a constituted rent of \$12.00, payable to the Honorable judge Bossé, on the 29th of September, of every year.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the TWENTY-SEVENTH day of June next, at TEN of the clock in the forenoon.

CHS LANGELIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, 22nd May, 1902. 2006

[First published, 23rd May, 1902.]

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: **THOMAS BLOUIN**, of the No. 1181. **parish of Saint-Jean**, Ile d'Orléans, farmer; against **JOSEPH DELISLE**, of the parish of Saint-Jean, Ile d'Orléans, farmer, to wit:

Lot No 284 (two hundred and eighty-four), of the official cadastre for the parish of Saint-Jean, Ile d'Orléans, being a land situate in the first range—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Jean, Ile d'Orléans, county of Montmorency, on the TWENTY-EIGHTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS LANGELIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, 22nd May, 1902. 2004

[First published, 23rd May, 1902.]

Sheriff's Sales—Richelieu

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS.*Cour de Circuit—District de Richelieu.*

Sorel, à savoir : } **D**AME MARIE EUGENIE
No 21524. } **C**HARLOTTE GADOURY,
ET VIR, Demandeurs; contre MAXIME JOINVILLE, Défendeur.

1° Un morceau de terre situé en la paroisse de Saint-David, concession Sainte-Sarah, étant le lot numéro six cent soixante et dix-neuf (No 679), du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-David, circonstances et dépendances.

2° Une terre située en la paroisse de Saint David, concession Saint-Patrice, étant le lot numéro huit cent vingt-cinq (No 825), du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-David—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale, de la paroisse de Saint-David, le QUATRIEME jour du mois de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. GUEVREMONT,

Bureau du shérif,

Sorel, 30 avril 1902.

[Première publication, 3 mai 1902.]

Shérif.

1755-2

FIERI FACIAS.*Circuit Court.—District of Richelieu.*

Sorel, to wit : } **D**AME MARIE EUGENIE
No. 21524. } **C**HARLOTTE GADOURY
ET VIR, Plaintiffs; against MAXIME JOINVILLE, Defendant.

1. A piece of land situate in the parish of Saint David, Sainte Sarah concession, being lot number six hundred and seventy-nine (679), of the official cadastre of the said parish of Saint David—circumstances and dependencies.

2. A land situate in the parish of Saint David, Saint Patrick concession, being lot number eight hundred and twenty-five (825), of the official cadastre of the said parish of Saint David—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint David, on the FOURTH day of the month of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's Office.

Sorel, 30th April, 1902.

[First published, 3rd May, 1902.]

Sheriff

1756

Ventes par le Shérif—Rimouski

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour de circuit.—Kamouraska.*

No 2266. } **L'**HONORABLE T. P. PELLETIER,
Demandeur; vs. BLAISE VAILLANCOURT, Défendeur, et Auguste Bélanger, Tiers-saisi, savoir :

Comme appartenant au tiers-saisi :

1° Une terre de 2 arpents sur 30, étant le No 17, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Mathieu, district de Rimouski.

2° Une terre de deux arpents sur 30, No 18, du dit cadastre.

3° Une autre terre de 2 arpents sur 30, No 23, du dit cadastre—le tout avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Mathieu, le VINGT-SEPTIEME jour de JUIN 1902, à DIX heures de l'avant-midi.

L. N. ASSELIN,

Bureau du Shérif,

Rimouski, 21 mai 1902.

[Première publication, 23 mai 1902.]

Shérif.

2051

Sheriff's Sales—Rimouski

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Circuit Court.—Kamouraska.*

No. 2266. } **T**HE HONORABLE T. P. PELLETIER, Plaintiff; vs. BLAISE VAILLANCOURT, Defendant, and Auguste Bélanger, Garnishee, to wit :

As belonging to the garnishee :

1. A land of 2 arpents by 30, being No. 17, of the official cadastre of the parish of Saint Mathieu, district of Rimouski.

2. A land of two arpents by 30, No. 18, of the said cadastre.

3. Another land of 2 arpents by 30, No. 23, of the said cadastre—the whole with buildings, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Mathieu, on the TWENTY-SEVENTH day of JUNE, 1902, at TEN o'clock in the forenoon.

L. N. ASSELIN,

Sheriff's Office,

Rimouski, 21st May, 1902.

[First published, 23rd May, 1902.]

Sheriff.

2052

Ventes par le Shérif—Terrebonne

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour de Circuit.*

District de Terrebonne, } **W**ILFRID
Sainte-Scholastique, à savoir : } **B**RU
No 813. } **N**ANTEL, Deman-
deur; contre THOMAS SCULLY, Défendeur, savoir :

Une moitié indivise dans un terrain indivis située en la paroisse de Sainte-Sophie, district de Terrebonne, étant les lots numéros cent quatre-vingt-seize et cent quatre-vingt-dix-sept (Nos 196 et 197), aux plan et livre de renvoi officiels faits pour la dite paroisse de Sainte-Sophie, de la contenance de

Sheriff's Sales—Terrebonne

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Circuit Court.*

District of Terrebonne, } **W**ILFRID BRUNO
Sainte Scholastique, to wit : } **N**ANTEL, Plain-
No. 813. } tiff; against THOMAS
SCULLY, Defendant, to wit :

One undivided half in a undivided lot situate in the parish of Sainte Sophie, district of Terrebonne, being lots numbers one hundred and ninety-six and one hundred and ninety-seven (Nos. 196 and 197), on the official plan and book of reference made for the said parish of Sainte Sophie, containing ten

dix arpents, plus ou moins, en superficie—avec un moulin à scie et autres bâtisses y érigées, et pouvoir d'eau qui longe le dit terrain.

Pour être vendue à la porte de l'église catholique du village de Sainte-Sophie, dit district, le QUATRIÈME jour de JUIN, à ONZE heures de l'avant-midi.

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sainte-Scholastique, 28 avril 1902. 1713-2
[Première publication, 3 mai 1902.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District des Trois-Rivières
Trois-Rivières, à savoir : } **ARTHUR LACERTE**
No 250. } **ET AL., Demandeurs;**
vs. DAME EMELIE HUDON BEAULIEU, Défenderesse.

Comme appartenant à la défenderesse, l'immeuble suivant :

Une terre située sur le sixième rang de la paroisse de Saint-Elie, du contenu de quatre arpents et demi de large sur vingt arpents de profondeur, plus ou moins; tenant en front au cinquième rang, en profondeur au septième rang, du côté nord à Joseph Grenier, et du côté sud à Hercule Carboneau—avec maison et autres dépendances dessus érigées; la dite terre connue et désignée comme faisant partie du numéro treize (13), du sixième rang, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre fait pour la paroisse de Saint-Elie.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Elie de Carton, le VINGT-SIXIÈME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 20 mai 1902. 1995
[Première publication, 23 mai 1902.]

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR de nommer, le 19 mai 1902, MM. George Chateaubert, Léopold Pérusse, Joseph Dufresne, Ferdinand Leclerc, Arsène Dussault et Octave Naud, conseillers de la municipalité de Saint-Marc des Carrières, comté de Portneuf, en vertu de l'article 341 du code municipal.

1985

Avis du Gouvernement

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Mines et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre

3

arpents, more or less, in superficies—with a saw mill and other buildings thereon erected, and water power along the said lot.

To be sold at the catholic church door of the village of Sainte Sophie, said district, on the FOURTH day of JUNE, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sainte Scholastique, 28th April, 1902. 1714
[First published, 3rd May, 1902.]

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Circuit Court.—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit : } **ARTHUR LACERTE**
No 250. } **ET AL., Plaintiffs; vs**
DAME EMELIE HUDON BEAULIEU, Defendant.

As belonging to the defendant, the following immovable :

A land situate in the sixth range of the parish of Saint Elie, containing four arpents and a half in width by twenty arpents in depth, more or less; bounded in front by the fifth range, in depth by the seventh range, on the north side by Joseph Grenier, and on the south side by Hercule Carboneau—with house and other dependencies thereon erected; said land known and described as forming part of number thirteen (13), of the sixth range on the official plan and in the book of reference of the cadastre for the parish of Saint Elie.

To be sold at the church door of the parish of Saint Elie de Carton, on the TWENTY-SIXTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 20th May, 1902. 1996
[First published, 23rd May, 1902.]

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to appoint, on the 19th of May, 1902, Messrs. George Chateaubert, Léopold Pérusse, Joseph Dufresne, Ferdinand Leclerc, Arsène Dussault and Octave Naud, councillors of the municipality of Saint Marc des Carrières, county of Portneuf, in virtue of article 341 of the municipal code.

1986

Government Notice

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Mines and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of

dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Canton Hocquart.

$\frac{1}{2}$ N., du lot 14, du rang B, à Jean d'Amboise.
E. E. TACHE,
Sous-ministre.

Département des Terres,
Mines et Pêcheries.
Québec, 23 mai 1902.

2047

No 984.02.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS.

Délimitation de municipalités scolaires.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Donat, comté de Rimouski, les lots suivants, savoir : Nos 316 jusqu'à 321 inclusivement, 321 A et 322 A, du cadastre de la paroisse de Sainte-Luce, faisant actuellement partie de la municipalité scolaire de Saint-Donat, et les annexer, pour les fins scolaires, à la municipalité de Sainte-Luce, dans le même comté.

Cette annexion, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain (1902).

2041

No 999.02.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS

Délimitation de municipalités scolaires.

Demande est faite de détacher de la municipalité de Saint-Anicet No 2, comté d'Huntingdon, les lots suivants, savoir : Nos 643, 644, 863, 870 et partie nord-ouest du lot No 871, du cadastre du canton de Godmanchester, paroisse de Saint-Anicet, et les annexer, pour les fins scolaires, à "Cazaville", dans le même comté.

Cette annexion, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le premier juillet prochain (1902).

2043

No 1081.02.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS.

Erection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Grand Remou," le territoire suivant, savoir : Canton d'Egan, les lots 66 jusqu'au lot 78 inclusivement, rangs B et C. Canton d'Aumond, lots 48 jusqu'au lot 61 inclusivement, rang 1er, même canton, lots 54 jusqu'au lot 61 inclusivement, rang B. Canton de Litton, lot No 1 jusqu'au lot No 14 inclusivement, du 1er rang. Canton de Sicotte, lot No 1 jusqu'au lot No 14 inclusivement, du 1er rang : tous du comté d'Ottawa.

Cette érection, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain 1902.

2039

No 1083.02.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS.

Erection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Saint-François d'Assise", le territoire suivant, savoir : borné au nord par la rivière Millstream, à l'est par la rivière Matapédia, au sud-est par la ligne passant entre le 5e et le 6e rang rivière Ristigouche, jusqu'au lot 15

land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice, in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Township Hocquart.

N. $\frac{1}{2}$ of lot 14, of range B, to Jean d'Amboise.
E. E. TACHE,
Deputy Minister.

Department of Lands,
Mines and Fisheries.
Quebec, 23rd May, 1902.

2048

No. 984.02.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE

Boundaries of school municipalities.

Application is made to detach from the school municipality of Saint Donat, county of Rimouski, the following lots, namely : Nos. 316 to 321 included, 321 A and 322 A, of the cadastre of the parish of Sainte Luce, forming actually part of the school municipality of Saint Donat, and to annex them, for school purposes, to the school municipality of Sainte Luce, in the same county.

This annexation, if it is authorized, will come into effect only on the 1st of July next, 1902.

2042

No. 999.02.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE.

Boundaries of school municipalities.

Application is made to detach from the municipality of Saint Anicet No 2, county of Huntingdon, the following lots, to wit : Nos. 643, 644, 863, 870 and north west part of lot No. 871, of the cadastre of the township of Godmanchester, parish of Saint Anicet, and to annex them, for school purposes, to "Cazaville", in the same county.

This annexation, if it is authorized, is to take effect only on the 1st of July next, 1902.

2044

No. 1081.02

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE

Erection of a new school municipality.

Application is made for the erection as a separate school municipality, under the name of "Grand Remou," of the following territory, to wit : Township of Egan, lots 66 to 78 inclusively, range B and C. Township of Aumond, lots 48 to 61 inclusively, range 1, same township, lots 54 to 61 inclusively, range B. Township of Litton, lots 1 to 14 inclusively, 1st range. Township of Sicotte, lot No. 1 to No. 14 inclusively, 1st range : all of the county of Ottawa.

This erection, if it is authorized, is to take effect only on the 1st of July next, 1902.

2040

No. 1083.02.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE.

Erection of a new school municipality.

Application is made for the erection as a separate school municipality under the name of "Saint-François d'Assise", of the following territory, to wit : bounded in the north by the river Millstream, on the east by the river Matapédia, on the south east by the line between the 5th and 6th ranges of Ris-

de ce même 5e rang, et de ce lot 15 inclusivement, par la ligne passant entre le 4e et le 5e rang rivière Ristigouche, et à l'ouest par le ruisseau Chamberlain, dans le comté de Bonaventure.

Cette érection, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain 1902.

2037

Québec, 21 mai 1902.

Avis est par le présent donné qu'une demande a été présentée au lieutenant-gouverneur en conseil, par la municipalité du village de Thetford Nord, comté de Mégantic, pour obtenir l'autorisation de ne publier qu'en français seulement tous avis, règlements ou résolutions faits et passés par le conseil de la dite municipalité.

Toutes représentations à ce contraire devront être produites dans le délai de deux mois qui suivra la deuxième et dernière publication du dit avis.

ADELARD TURGEON,
Secrétaire de la province.

2013

Avis public est par le présent donné qu'en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social," des lettres-patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du dix-neuvième jour de mai 1902, incorporant Louis Philorum Lazure, marchand, Louis Moïse Cornellier, Jean Chagnon et Hilaire Lamarre, commis, tous de Saint-Rémi, et Joseph Théodule Poirier, marchand, de la cité de Montréal, pour les fins suivantes, savoir : d'acquies, de prendre possession et de continuer comme entreprise en exploitation les affaires actuellement conduites à Saint-Rémi par L. P. Lazure, comme commerçant général et propriétaire de magasin à départements, d'acquies, vendre et louer les meubles et immeubles et manufactures qui seront jugés utiles au commerce de la dite compagnie, de mettre les dites affaires en opération et de faire toutes autres choses du genre de celle-ci, sous le nom de "La Compagnie L. P. Lazure," avec un fonds social de quatre-vingt-dix mille piastres (\$90,000.00), divisé en neuf cents actions (900) de cent piastres (\$100.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce vingtième jour de mai 1902.

ADELARD TURGEON,
Secrétaire de la province.

2015

Avis public est par le présent donné qu'en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social," des lettres-patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du dix-neuvième jour de mai 1902, incorporant : l'honorable Joseph Lanctôt, médecin ; Séverin Létourneau, avocat ; Joseph Alexandre Camille Madore, avocat ; Adolphe Bazin, avocat ; Michel Gautron Larochelle, avocat ; Achille Cléophile Amédée Bissonnette, notaire ; Adolphe Riel, boucher ; Pierre Chicoine, marchand ; Frédéric Cantin, marchand ; Albert Thibaudeau, marchand ; François-Xavier Charbonneau, manufacturier ; Jean-Baptiste Ritchot, entrepreneur ; Alexandre Anaclel Bernard, médecin ; Wilfrid Giroux, pharmacien ; Henri Arthur Depocas, marchand ; Séverin Lachapelle, médecin ; Anthime Thibault, marchand ; Antoine Leger, entrepreneur ; Joseph Giroux, entrepreneur ; François-Xavier Borduas, marchand ; Charles Fortier, marchand ; Narcisse Lecavalier, boucher ; Domina Gagné, manufacturier ; Joseph Oscar Authier, marchand ; Eutrope Guay, contre-maître ; Narcisse Trudel, bourgeois ; Joseph Martin,

tigouche river, to lot 15 of the said 5th range, and from the said lot 15 inclusively, by the line between the 4th and 5th ranges of Ristigouche river and on the west by Chamberlain stream, in the county of Bonaventure.

If authorized, this erection shall come into effect only on the first of July next, 1902.

2038

Québec, 21st May, 1902.

Notice is hereby given that an application has been presented to the Lieutenant Governor in Council, by the municipality of the village of Thetford North, county of Megantic, to obtain the authorization to publish in the french language only all notices, by-laws or resolutions adopted and passed by the council of the said municipality.

Any representation to the contrary must be filed within the delay of two months following the second and last publication of the said notice.

ADELARD TURGEON,
Provincial Secretary.

2014

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies' Incorporation Act," letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the nineteenth day of May, 1902, incorporating : Louis Philorum Lazure, merchant, Louis Moïse Cornellier, Jean Chagnon and Hilaire Lamarre, clerks, all of Saint Rémi, and Joseph Théodule Poirier, merchant, of the city of Montreal, for the following purposes, namely : to acquire, to take possession and to continue the business actually conducted at Saint Rémi by L. P. Lazure, as general merchant and proprietor of departmental store, to acquire, sell and rent moveables and immoveables and the manufactures which will be deemed necessary for the business of the said company, to put the said business in operation and to do all other affairs appertaining to the said business, by the name of "La Compagnie L. P. Lazure," with a capital stock of ninety thousand dollars (\$90,000.00), divided into nine hundred (900) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this twentieth day of May, 1902.

ADELARD TURGEON,
Provincial Secretary.

2016

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies' Incorporation Act," letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the nineteenth day of May, 1902, incorporating : the honorable Joseph Lanctôt, physician ; Séverin Létourneau, advocate ; Joseph Alexandre Camille Madore, advocate ; Adolphe Bazin, advocate ; Michel Gautron Larochelle, advocate ; Achille Cléophile Amédée Bissonnette, notary ; Adolphe Riel, butcher ; Pierre Chicoine, merchant ; Frédéric Cantin, merchant ; Albert Thibaudeau, merchant ; François-Xavier Charbonneau, manufacturer ; Jean-Baptiste Ritchot, contractor ; Alexandre Anaclel Bernard, physician ; Wilfrid Giroux, druggist ; Henri Arthur Depocas, merchant ; Séverin Lachapelle, physician ; Anthime Thibault, merchant ; Antoine Leger, contractor ; Joseph Giroux, contractor ; François-Xavier Borduas, merchant ; Charles Fortier, merchant ; Narcisse Lecavalier, butcher ; Domina Gagné, manufacturer ; Joseph Oscar Authier, merchant ; Eutrope Guay, foreman ; Narcisse Trudel, gentleman ; Joseph Martin, baker ; Louis Coderre,

boulangier ; Louis Coderre, avocat ; Joseph Senécal, entrepreneur ; William Abinowitch, marchand ; Isafe Lalonde, hôtelier ; Joseph Hercule Constantin, marchand ; Arthur Cadieux, barbier ; Wilbrod Labrèche, marchand ; Joseph Laliberté, commis ; Appolinaire Archambault, notaire ; Louis Abinowitch, marchand ; François-Xavier Lavigne, forgeron ; Olivier Papineau, constructeur ; Joseph Roma Tremblay, médecin ; Louis Edmour Bernard, avocat ; Napoléon Lavoie, entrepreneur ; Clément Lafleur, industriel ; Joseph Frédéric Lacasse, gérant de banque ; Toussaint Poirier, député protonotaire ; Osias Quenneville, agent d'assurance, tous de la cité de Saint-Henri ; Joseph Perrault, manufacturier ; Onésime Soulière, marchand ; Siméon Beaudin, avocat ; Cléophas Guindon, marchand, tous quatre de la cité de Montréal ; Emile Champagne, marchand, de la cité de Sainte-Cunégonde ; et Alfred Leduc, marchand, de Westmount, pour les fins suivantes, savoir : fins de récréation et d'instruction, d'avoir un local pour y établir gymnase, jeux, billards, bibliothèques et salle de lecture, construire, meubler, posséder, mettre en opération, maintenir, diriger un restaurant et tout ce qui s'y rattache, y compris le droit de vendre des liqueurs de toutes sortes sous licence pour l'usage des membres du club, sous le nom de "Club Social de Saint-Henri," avec un fonds social de deux mille piastres (\$2,000.00), divisé en deux cents actions (200) de dix piastres (\$10.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce vingt et un mai 1902.

ADELARD TURGEON,
Secrétaire de la province.

2045

Avis Divers

ERECTION CIVILE des catholiques romains parlant la langue anglaise, résidant sur les paroisses du Saint-Enfant-Jésus de Montréal, comté d'Hochelaga, de Saint-Edouard, de Saint-Denis, de Saint-Jean de la Croix et de Saint-Viateur d'Outremont en paroisse distincte, sous le titre de Saint-Michel-Archange.

Attendu que par l'article No 3391 des statuts refondus de la province de Québec, il est statué que chaque paroisse érigée ou qui le sera à l'avenir pour des fins religieuses par l'autorité ecclésiastique, dans les limites de la paroisse de l'ancien territoire de Notre-Dame de Montréal, déjà démembrée et reconnue civilement, est et sera une paroisse catholique à dater de l'insertion, dans la "Gazette Officielle de Québec," d'un avis de l'émission du décret canonique qui l'a érigée ou qui l'érigera, et cela aussi amplement que si telle paroisse eût été reconnue et ratifiée pour les fins civiles, en vertu du présent chapitre 50 Victoria, ch. 24, s. 1. (art. 3391 des statuts refondus de la province de Québec.)

Nous avons érigé, et par les présentes nous érigeons en titre de cure et de paroisse, sous l'invocation de Saint-Michel-Archange, dont la fête se célèbre le 29 septembre, tout le territoire compris dans les paroisses du Saint-Enfant-Jésus de Montréal, de Saint-Edouard, de Saint-Denis, de Saint-Jean de la Croix et de Saint-Viateur, mais seulement pour la population catholique parlant la langue anglaise qui réside ou résidera sur le dit territoire.

advocate ; Joseph Senécal, contractor ; William Abinowitch, merchant ; Isafe Lalonde, hotel-keeper ; Joseph Hercule Constantin, merchant ; Arthur Cadieux, barber ; Wilbrod Labrèche, merchant ; Joseph Laliberté, clerk ; Appolinaire Archambault, notary ; Louis Abinowitch, merchant ; François-Xavier Lavigne, blacksmith ; Olivier Papineau, contractor ; Joseph Roma Tremblay, physician ; Louis Edmour Bernard, advocate ; Napoléon Lavoie, contractor ; Clément Lafleur, manufacturer ; Joseph Frédéric Lacasse, bank manager ; Toussaint Poirier, deputy protonotaire ; Osias Quenneville, insurance agent, all of the city of Saint Henri ; Joseph Perrault, manufacturer ; Onésime Soulière, merchant ; Siméon Beaudin, advocate ; Cléophas Guindon, merchant, all four of the city of Montreal ; Emile Champagne, merchant, of the city of Sainte Cuneegonde ; and Alfred Leduc, merchant, of Westmount, for the following purposes, namely: for the purposes of recreation and instruction, to have a house for installing a complete gymnasium and games, and billiard, a library and reading room, to built, furnish, possess, operate, maintain a restaurant and all pertaining thereto, also the right to sell liquors of all kinds with license for the use of the members of said club, by the name of "Club Social de Saint Henri," with a capital stock of two thousand dollars (\$2,000.00), divided into two hundred shares (200) of ten dollars (\$10.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this twenty-first day of May, 1902.

2046

ADELARD TURGEON,
Provincial Secretary.

Miscellaneous Notices

CIVIL ERECTION of the english speaking roman catholics on the territory of the parishes of the Holy Infant Jesus of Montreal, county of Hochelaga, of Saint Denis, of Saint Edward, of Saint John of the Cross and of Saint Viator d'Outremont into a distinct parish, by the name of Saint Michael the Archangel.

Whereas by article 3391 of the revised statutes of the province of Quebec, it is enacted that every parish erected or which may hereafter be erected for religious purposes by ecclesiastical authorities, within the limits of the parishes of the old territory of Notre Dame de Montreal, already dismembered and civilly recognized, is and shall be a roman catholic parish, from and after the insertion, in the "Quebec Official Gazette," of a notice of the issue of the canonical decree which erected or shall erect the same, and that as fully as if such parish had been recognized and ratified for civil purposes, in virtue of the present chapter, 50 Vict., ch. 24, s. 1, (art. 3391 of the said revised statutes of the province of Quebec).

We have erected and to erect by these presents into a parish, under the patronage of Saint Michael the Archangel, whose feast is celebrated on the twenty-ninth of September, all the territory comprised in the parishes of the Holy Infant Jesus of Montreal, of Saint Edward, of Saint Denis, of Saint John of the Cross and of Saint Viator, but only for the english speaking catholics who reside or who shall reside in the said territory.

Pour les dites cure et paroisse de Saint-Michel entièrement sous notre juridiction spirituelle, à la charge par les curés ou les desservants, qui y seront établis par nous ou par nos successeurs, de se conformer en tout aux règles de discipline ecclésiastique établies dans ce diocèse, spécialement d'administrer les sacrements, la parole de Dieu, et les autres secours de la religion aux fidèles de la dite paroisse, enjoignant à ceux-ci de payer les dîmes et obligations telles qu'usitées et autorisées dans ce diocèse, et de leur porter respect et obéissance dans toutes les choses qui appartiennent à la religion et qui intéressent leur salut éternel.

Sera le dit décret lu et publié, en français et en anglais, deux dimanches consécutifs, au prône des églises paroissiales du Saint-Enfant-Jésus de Montréal, de Saint-Edouard, de Saint-Denis, de Saint-Jean de la Croix et de Saint-Viateur.

Donné à Montréal, en notre palais archiépiscopal, le huit mai mil neuf cent deux, fête de la glorieuse Ascension de Notre-Seigneur Jésus-Christ, sous notre seing, le sceau de nos armes et le contre-seing de notre Vice-Chancelier.

✠ PAUL, Arch. de Montréal.

Par ordre de Monseigneur,

L. CALLAGHAN, Ptre,
Vice-Chancelier.

Certificat de publication du décret d'érection de la paroisse de Saint-Michel Archange.

Par les présentes, je soussigné, certifie avoir, les dimanches, onzième et dix-huitième jours du mois de mai courant, publié au prône de notre messe paroissiale, en français et en anglais, le décret canonique érigeant en titre de cure et de paroisse, sous l'invocation de Saint-Michel Archange, tout le territoire compris dans les paroisses du Saint-Enfant Jésus de Montréal, de Saint-Edouard, de Saint-Denis, de Saint-Jean de la Croix, et de Saint-Viateur, mais seulement pour les fidèles de langue anglaise qui résident ou qui résideront sur le dit territoire.

En foi de quoi,

C. DUCHARME, C. S. V.,

Desservant.

Saint-Viateur d'Outremont, 19 mai 1902.

Par les présentes, nous soussigné, certifions avoir publié deux fois en français et en anglais, à savoir, le onze et le dix-huit mai mil neuf cent deux, le décret canonique, en date du huit mai courant, érigeant la paroisse de Saint-Michel Archange, pour les catholiques de langue anglaise, sur le territoire des paroisses du Saint-Enfant Jésus de Montréal, de Saint-Edouard, de Saint-Denis, de Saint-Jean de la Croix et de Saint-Viateur.

J. AL. ST JEAN, ptre, curé.

Paroisse Saint-Denis, 18 mai 1902.

Je, soussigné, certifie avoir lu ce présent décret le onze et le dix-huit mai, au prône de la messe paroissiale de Saint-Jean de la Croix.

J. B. JOBIN, ptre, curé.

Je, soussigné, certifie que le décret ci-dessus a été lu le onze et le dix-huit mai, en l'église paroissiale de Saint-Edouard, à Montréal.

J. A. NAP. MORIN, curé.

18 mai 1902.

The said parish of Saint Michael to be entirely under Our spiritual jurisdiction, the pastors who shall be appointed by Us or by Our successors having to conform in all the rules of ecclesiastical discipline established in this archdiocese, especially to administer the Sacraments, preach the word of God and give the other comforts of religion to the faithful of the said parish, enjoining on the latter to pay the dues and offerings such as usual and authorized in this archdiocese, and to have for them respect and obedience in all things pertaining to religion and relating to their eternal salvation.

Our present decree shall be read and published in french and english on two consecutive Sundays, at the prône of the Mass of the parish churches of the Holy Infant Jesus of Montreal, of Saint Edward, of Saint Denis, of Saint John of the Cross and of Saint Viator.

Given at Montreal, in Our archiepiscopal residence, this eighth day of May, one thousand nine hundred and two, feast of the glorious Ascension of Our Lord and Saviour Jesus Christ, under Our hand and seal and the counter signature of Our vice-chancellor.

✠ PAUL, Arch. of Montreal.

By order of His Grace the archbishop,

L. CALLAGHAN, priest,
Vice chancellor.

Certificate of publication of decree erection of the parish of Saint Michael the Archangel.

By these presents, I the undersigned, certify to having on the Sundays falling on the eleventh and eighteenth days of this month of May, published at the prône of our parish mass, in french and in english, the canonical decree erecting with the title of a parish under the invocation of Saint Michael the Archangel, all the territory comprised in the parishes of the Holy Infant Jesus of Montreal, of Saint Edward, of Saint Denis, of Saint John of the Cross and of Saint Viator, but only in regard to the faithful speaking the english language who reside or who will reside on said territory.

In faith of which,

C. DUCHARME, C. S. V.,

Desservant.

Saint Victor of Outremont, 19th May, 1902.

By these presents, we the undersigned, certify to having published twice in french and in english, that is to say, on the eleventh and on the eighteenth of May, nineteen hundred and two, the canonical decree, dated the eighth day of this month of May, erecting the parish of Saint Michael the Archangel for the english speaking catholics, on the territory of the parishes of the Holy Infant Jesus of Montreal, of Saint Edward, of Saint Denis, of Saint John of the Cross and of Saint Viator.

J. AL. ST JEAN, priest, curé.

Parish priest of Saint Denis, 18th May, 1902.

I, the undersigned, certify to having read this present decree on the eleventh and eighteenth days of May, at the prône of the parish mass of Saint John of the Cross.

J. B. JOBIN, parish priest.

I, the undersigned, certify that the decree above has been read on the eleventh and on the eighteenth days of this month of May, in the parish church of Saint Edward's, Montreal.

J. A. NAP. MORIN, curé.

18th May, 1902.

Par les présentes, je certifie que le décret ci-dessus érigeant la paroisse de Saint-Michel a été lu et publié deux dimanches consécutifs, savoir : le onze et le dix-huit de mai courant, au prône de l'église paroissiale du Saint-Enfant Jésus de Montréal.

G. M. LEPAILLEUR, ptre, curé.

18 mai 1902.

2017

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication du dit avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur en Conseil afin d'obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans le but ci-après mentionnés :

1° Le nom proposé de la compagnie sera "Le Club Kénogami."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont : de louer ou acquérir des immeubles afin de se récréer et s'instruire, y avoir gymnase, jeux, billards, salle de lecture, de louer ou acquérir des lacs pour la pêche ou des terrains pour la chasse, construire, meubler, posséder, mettre en opération, maintenir, conduire des restaurants ou tout affaire y ayant rapport, y compris le droit de vendre des liqueurs de toutes sortes sous licences obtenues au préalable du gouvernement, pour l'usage des membres du "Club Kénogami."

3° La principale place d'affaire du dit club sera dans la ville de Chicoutimi, province de Québec.

4° Le montant proposé du fonds social sera de mille dollars courant, divisé en cent actions de dix dollars chacune, avec droit de porter le capital à \$5,000.

5° Les noms au long, résidence et occupation des requérants, qui seront les premiers directeurs du dit club, lesquels sont tous sujets britanniques, demeurant en Canada, sont les suivants : Edmond Savard, maire de la ville de Chicoutimi, médecin, Joseph Dominique Guay, journaliste et négociant, Louis Guay, cultivateur, Eugène Talbot, commis-marchand, tous de Chicoutimi, et Camille Lockwell, manufacturier, de la cité de Québec.

ROY & CANNON,

Procureurs des requérants.

Chicoutimi, 12 mai 1902.

2549

I hereby certify that the above decree erecting the parish of Saint Michael has been read and published on two consecutive Sundays, viz : the eleventh and the eighteenth instant, at the prône of the mass of the parish church of the Holy Infant Jesus of Montreal.

G. M. LEPAILLEUR, pastor.

18th May, 1902.

2018

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant-Governor in Council, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the "Joint Stock Companies' Act," to incorporate the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, as a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The proposed name of the company will be "Le Club Kénogami."

2. The objects for which incorporation is asked are : to lease or acquire immovable for purposes of instruction and recreation, to have there a gymnasium, billiards, reading room, to lease or acquire lakes for fishing or lands for hunting, to build, furnish, own, operate, maintain, conduct restaurants or any other business relating thereto, including the right to sell liquors of all kinds, under special licenses previously obtained from the government, for the use of the members of the said "Club Kénogami."

3. The chief place of business of the said club will be in the town of Chicoutimi, province of Quebec.

4. The proposed amount of the stock will be one thousand dollars currency, divided into one hundred shares of ten dollars each, with a right to increase the capital to \$5,000.

5. The full names, residence and calling of the petitioners, who will be the first directors of the said club, and who are all british subjects, residing in Canada, are the following : Edmond Savard, mayor of the town of Chicoutimi, physician ; Joseph Dominique Guay, journalist and trader ; Louis Guay, farmer ; Eugène Talbot, merchant's clerk ; all of Chicoutimi, and Camille Lockwell, manufacturer, of the city of Quebec.

ROY & CANNON,

Attorneys for petitioners.

Chicoutimi, 12th May, 1902.

2050

Index de la Gazette Officielle de Québec, No. 21.

ANNEXIONS DE MUNICIPALITÉS :—Demande d' :—Divers lots de Saint-Aubert, comté de l'Islet, 1057 ; Divers lots de Saint-Valentin à Saint-Blaise, comté de Saint-Jean, 1057 ; Divers lots de Saint-Anicet à Cazaville, comté d'Huntingdon, 1088 ; Divers lots de Saint-Donat à Sainte-Luce, comté de Rimouski, 1088.

ANNONCEURS :—Avis aux :—Concernant avis, etc., 1055.

AVIS :—Assemblée générale annuelle :—Chemin de fer Québec Central, 1068 ; Erection civile :—Paroisse de Saint-Michel Archange, 1090.

AVIS DE CANCELLATION :—Canton de :—Hocquart, 1088.

BILLS PRIVÉS, P. Q. :—Avis au sujet des :—Assemblée législative, 1063 ; Conseil législatif, 1062.

DEMANDE A LA LÉGISLATURE :—Murray Bay Convalescent Home, 1065.

FAILLIS :—Blouin & Frères, 1075 ; Clark, 1073 ; Dupuis *et al*, 1073 ; Ethier & Cie, 1073 ; Hood Co., 1074 ; Mailloux, 1073 ; Manson & Boright, 1072 ; Poirier, 1072 ; Reid, 1074 ; Sharpe's City Express, 1074 ; The Canadian Wrapper Mfg. Co., 1074 ; Strandars, 1074 ; Tremblay, 1074.

LETTRÉS PATENTES, DEMANDES DE :—John D. Duncan Co., 1069 ; La Cie Hamilton, 1069 ; Le Club Kenogami, 1092 ; The Charles A. Bull Produce Coy, 1070 ; The Grocers Manufacturing Co, 1070 ; The Quebec Building Coy, 1071 ; The Sainte Anne Power Coy, 1072 ; White Elephant Club, 1071.

LETTRÉS PATENTES ÉMIS :—Club Social de Saint-Henri, 1090 ; La Cie L. P. Lazure, 1089.

LETTRÉS PATENTES ÉMIS :—Supplémentaires :—The Malted Cereals Co., 1059.

LICITATION :—Moore vs Moore, 1075.

MINUTES DE NOTAIRES, DEMANDE DE TRANSFERT :—De Amable Bernard à Zép. Nap. Raymond, 1058.

MUNICIPALITÉ, DEMANDE DE PUBLIER DANS UNE SEULE LANGUE :—Canton de Maddington, comté d'Arthabaska, 1089.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE : Demande d'ériger en :—Shawinigan Falls, comté de Saint-Maurice, 1058 ; Saint-Jules, comté de Saint-Bonaventure, 1058 ; Turgeon, comté d'Ottawa, 1057.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE :—Demande d'érection en :—Grand Remou, comté d'Ottawa, 1088 ; Saint-François d'Assise, comté de Bonaventure, 1088.

NOMINATIONS :—Conseillers :—Municipalité de Saint-Marc des Carrières, comté de Portneuf, 1087.

Ministre intérimaire de l'Agriculture :—Honorable Adélar Turgeon, 1055.

PROCLAMATION :—Convocation des Chambres, 1055.

RÈGLE DE COUR :—Lafleur vs Seale, &c., &c., 1075.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 21.

MUNICIPALITIES ANNEXED :—Application for :—Several lots of Saint Aubert, county of l'Islet, 1057 ; Several lots of Saint Valentin to Saint Blaise, county of Saint John's, 1057 ; Several lots of Saint Anicet to Cazaville, county of Huntingdon, 1088 ; Several lots of Saint Donat to Sainte Luce, county of Rimouski, 1088.

ADVERTISERS :—Notice to :—Respecting notices &c, 1055.

NOTICES :—Annual general meeting :—Quebec Central Railway, 1068 ; Civil erection :—Parish of Saint Michael the Archangel, 1090.

NOTICES OF CANCELLATION :—Township of :—Hocquart, 1088.

PRIVATE BILLS, P. Q. :—Notices Respecting the :—Legislative Assembly, 1063 ; Legislative Council, 1062.

APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE :—Murray Bay Convalescent Holme, 1065.

INSOLVENTS :—Blouin & Frères, 1075 ; Clark, 1073 ; Dupuis *et al*, 1073 ; Ethier & Cie, 1073 ; Hood Coy, 1074 ; Mailloux, 1073 ; Manson & Boright, 1072 ; Poirier, 1072 ; Reid, 1074 ; Sharpe's City Express, 1074 ; The Canadian Wrapper Mfg. Coy., 1074 ; Strandars, 1074 ; Tremblay, 1074.

LETTERS PATENT, COMPANIES APPLYING FOR :—John D. Duncan Co., 1069 ; La Cie Hamilton, 1069 ; Le Club Kenogami, 1092 ; The Charles A. Bull Produce Coy, 1070 ; The Grocers Manufacturing Co, 1070 ; The Quebec Building Coy, 1071 ; The Sainte Anne Power Coy, 1072 ; White Elephant Club, 1071.

LETTERS PATENT ISSUED :—Club Social de Saint Henri, 1090 ; La Cie L. P. Lazure, 1089.

LETTERS PATENT ISSUED :—Supplementary :—The Malted Cereals Co., 1059.

LICITATION :—Moore vs Moore, 1075.

MINUTES OF NOTARIES, APPLICATION FOR :—From Amable Bernard to Zép. Nap. Raymond, 1058

MUNICIPALITY, APPLICATION FOR LEAVE TO PUBLISH IN ONE LANGUAGE ONLY :—Township of Maddington, township of Arthabaska, 1089.

SCHOOL MUNICIPALITY : Application to erect into :—Shawinigan Falls, county of Saint Maurice, 1058 ; Saint Jules, county of Bonaventure, 1058 ; Turgeon, county of Ottawa, 1057.

SCHOOL MUNICIPALITY :—Application to erect into :—Grand Remou, county of Ottawa, 1088 ; Saint François d'Assise, county of Bonaventure, 1088.

APPOINTMENTS :—Councillors :—Municipality of Saint Marc des Carrières, county of Portneuf, 1087.

Interim Minister of Agriculture :—Honorable Adélar Turgeon, 1055.

PROCLAMATION :—Parliament convoked, 1055.

RULE OF COURT :—Lafleur vs Seale, &c., &c., 1075.

SÉPARATIONS DE BIENS :— Dmes Brouillard vs Brouillard, 1067 ; Caron vs Bernier, 1066 ; Gobeil vs Morris, 1066 ; Latty vs Statton, 1068 ; Létourneau vs Plouffe, 1067 ; Macrae vs Waldron, 1067 ; Menard vs Surprenant, 1066 ; Michaud vs Ellis, 1066 ; Raymond vs Déry, 1067 ; Robert vs Robillard, 1066 ; Roy vs Bachand, 1067 ; Say vs Dandurand, 1068 ; Scott vs Walker, 1068 ; Sisco vs Heath, 1067 ; Vermette vs Spénard, 1068 ; Viau vs Labelle, 1066.

SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :— Dme Paré vs Grenon, 1068.

VENTE DE LIMITES A BOIS, 1059.

VENTE PAR LES SHÉRIFS :

ARTHABASKA :—Régis, failli, 1076.

BEAUCÉ :—Drouin vs Maheu, 1077.

BEDFORD :—Delle Marc-Aurel vs Bachand, 1077.

IBERVILLE :—La Banque Nationale vs Gaudette *et al*, 1078.

JOLIETTE :—Forest *de qualité* vs St. Germain, 1078.

KAMOURASKA :—Beaulieu vs Simard, 1080 ; La-pointe vs Michaud, 1079 ; Pouliot vs Martin, 1079.

MONTMAGNY :—Dme Talbot vs Parent, 1081.

MONTREAL :—Benoit vs Ste. Marie, 1084 ; Delle Chartrand vs Charette, 1081 ; Godin vs Charlebois, 1083 ; The Sun Life Assurance Coy of Canada vs Sentenne *et al*, 1081.

QUÉBEC :—Blouin vs Delisle, 1085 ; La cité de Québec vs Lacasse, 1085.

RICHELIEU :—Dame Gaboury *et vir* vs Joinville, 1085.

RIMOUSKI :—Pelletier vs Vaillancourt, 1086.

TERREBONNE :—Nantel vs Scully, 1086.

TROIS-RIVIÈRES :—Lacerte *et al* vs Dme Beaulieu, 1087.

SEPARATIONS AS TO PROPERTY :—Dmes Brouillard vs Brouillard, 1067 ; Caron vs Bernier, 1066 ; Gobeil vs Morris, 1066 ; Latty vs Statton, 1068 ; Létourneau vs Plouffe, 1067 ; Macrae vs Waldron, 1067 ; Menard vs Surprenant, 1066 ; Michaud vs Ellis, 1066 ; Raymond vs Déry, 1067 ; Robert vs Robillard, 1066 ; Roy vs Bachand, 1067 ; Say vs Dandurand, 1068 ; Scott vs Walker, 1068 ; Sisco vs Heath, 1067 ; Vermette vs Spénard, 1068 ; Viau vs Labelle, 1066.

SEPARATION AS TO BED AND BOARD :— Dme Paré vs Grenon, 1068.

SALE OF TIMBER LIMITS, 1059.

SHERIFF'S SALES :

ARTHABASKA :—Régis, Insolvent, 1076.

BEAUCÉ :—Drouin vs Maheu, 1077.

BEDFORD :—Delle Marc-Aurel vs Bachand, 1077.

IBERVILLE :—La Banque Nationale vs Gaudette *et al*, 1078.

JOLIETTE :—Forest *de qualité* vs St. Germain, 1078.

KAMOURASKA :—Beaulieu vs Simard, 1080 ; La-pointe vs Michaud, 1079 ; Pouliot vs Martin, 1079.

MONTMAGNY :—Dme Talbot vs Parent, 1081.

MONTREAL :—Benoit vs Ste. Marie, 1084 ; Delle Chartrand vs Charette, 1081 ; Godin vs Charlebois, 1083 ; The Sun Life Assurance Coy of Canada vs Sentenne *et al*, 1081.

QUÉBEC :—Blouin vs Delisle, 1085 ; The city of Québec vs Lacasse, 1085.

RICHELIEU :—Dme Gaboury *et vir* vs Joinville, 1085.

RIMOUSKI :—Pelletier vs Vaillancourt, 1086.

TERREBONNE :—Nantel vs Scully, 1086.

THREE RIVERS :—Lacerte *et al* vs Dme Beaulieu, 1087.